

**Proletaires
de tous les pays,
unissez-vous!**

LA LUTTE DE CLASSES



**Revue théorique mensuelle
de la Ligue Communiste**

*section française de l'opposition
communiste de gauche internationale*

NUMÉRO 46-47

JANVIER-FÉVRIER 1933

PRIX DE CE NUMÉRO 3 Frs

AU SOMMAIRE

■ ■

L. TROTSKY : Sur la situa-
tion en Chine.

Sur la Biographie politique de
Staline.

Résolutions de la C. E. élargie
de la Ligue Communiste.

Compte
chèque postal
P. Frank 136-855

**LA
LUTTE DE CLASSES**
23, RUE DES VINAIGRIERS

Abonnements:
pour un an - - 20 fr.
pour 6 mois - - 10 »
pour 3 mois - - 5 »

**REVUE THÉORIQUE MENSUELLE
DE LA LIGUE COMMUNISTE**

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale.

LA VÉRITÉ

Compte chèque : P. FRANK 136-855

**JOURNAL HEBDOMADAIRE
DE LA LIGUE COMMUNISTE**

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale

23, RUE DES VINAIGRIERS

Abonnements : pour un an 20 francs
pour 6 mois 10 fr.; pour 3 mois 5 frs.

Vient de paraître

LA SEULE VOIE

PAR

L. TROTSKY

EN VENTE A « LA VERITE », 11, RUE DES ENVIERGES (20^e) 1 fr. 50

1933

L'année 1933 s'est ouverte sur un tournant de la situation internationale, qui s'est transformé entre les mains de la bureaucratie stalinienne en une défaite prolétarienne grosse de conséquences. Le 30 janvier, Hitler accédait à la chancellerie du Reich. Un mois plus tard, la contre-révolution fasciste avait terrassé le stalinisme et le parti sur lequel celui-ci avait étendu son emprise. Une page est tournée dans la vie de notre Internationale.

Jamais, l'importance immense des tâches dévolues à l'opposition de gauche n'est apparue plus clairement : régénérer le parti communiste, tirer devant l'avant-garde communiste et socialiste les leçons de la défaite et de la capitulation du centrisme stalinien, éduquer l'avant-garde ouvrière, former les cadres communistes qui prendront la relève de la direction du mouvement révolutionnaire rejeté dans l'ornière sanglante par l'action combinée de la social-démocratie et de l'appareil de Staline.

Plus que jamais apparaît urgente la mise en application de la formule liminaire de Lénine, mûrie à l'aurore de la longue histoire du bolchevisme : « *Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire* ». Seule la fraction internationale de l'opposition de gauche apporte une plate-forme théorique, en filiation directe avec la plate-forme initiale de l'Internationale Communiste, enrichie des expériences immenses des révolutions avortées de Chine, d'Espagne et d'Allemagne. Notre revue doit servir plus que par le passé à la discussion et à l'élaboration de cette théorie révolutionnaire sans laquelle aucun mouvement révolutionnaire n'est possible, ni victorieux.

Chacun de nos amis doit redoubler d'efforts pour en assurer la diffusion efficace, en discuter le contenu avec les travailleurs révolutionnaires, l'aider. Dans le courant de 1932, nous n'avons reçu de nos amis qu'une aide insuffisante, à laquelle est due pour une large part l'irrégularité de la parution. Ce numéro inaugural de l'année 1933 paraît avec un grand retard et sans contenir tous les matériaux qui sont élaborés. Nous avons cependant le ferme espoir d'assurer au cours de cette année la parution mensuelle indispensable, à la condition que chaque lecteur nous soutienne en souscrivant, en établissant des dépôts de vente, en faisant des abonnements.

*
**

Ainsi que nous l'avons indiqué dans *la Vérité*, la revue ne sera plus distribuée dans les kiosques à Paris, mais mise en vente dans un certain nombre de dépôts. C'est pourquoi, chacun de nos lecteurs a intérêt à s'abonner. Pour l'instant, on trouvera *La Lutte de Classes* à *la Vérité*, 23, rue des Vinaigriers (10^e); la *Librairie du Travail*, 17, rue de Sambre-et-Meuse (10^e); au kiosque de journaux face la Librairie Gibert, Boulevard St-Michel, et à la *Librairie Picard*, même Boulevard. Quant à nos amis de province, ils trouveront la revue chez les responsables de nos groupes.

*
**

Le prochain numéro (Mars), que nous espérons faire paraître milieu Avril, contiendra une série de documents sur Marx, de Mehring, Engels, Trotsky, etc...

Résolutions adoptées par la Commission Exécutive élargie de la Ligue Communiste

Les deux résolutions publiées ci-dessous ont été adoptées par la Commission Exécutive élargie de la Ligue, le 20 Janvier 1933. Une résolution sur la situation de l'opposition allemande, adoptée à la même réunion, fut publiée dans la Vérité du 2 Février.

Projet de résolution sur la situation française

L'EVOLUTION DE LA CRISE MONDIALE

La crise cyclique mondiale qui a déferlé depuis 1929-30 sur le monde entier est entrée depuis quelques mois (automne 1932) dans une nouvelle phase, qui se distingue de la phase antérieure de chute rapide en ligne droite. Une série d'indices montrent que l'économie mondiale est arrivée à un palier. Ce palier, cet état de dépression stagnant, signifiera-t-il un entr'acte avant une nouvelle chute, ou bien marque-t-il le point le plus bas atteint par cette crise cyclique prise dans son ensemble, — c'est ce qu'on ne peut préciser jusqu'à présent. L'évolution ultérieure dépendra non seulement du dégagement ou de l'encombrement du marché, mais aussi des heurts entre les impérialismes, et de l'action révolutionnaire des masses prolétariennes, — c'est-à-dire en fin de compte du parti communiste.

Ainsi sont pour le moins déjà données actuellement les prémisses pour une reprise partielle, qui s'est déjà vérifiée dans certaines branches de la production (textile, métallurgie) mais qui a été contredite dans d'autres (pétrole, production agricole). D'une façon générale, les stocks mondiaux ont été diminués, les prix de gros se sont légèrement relevés, la production a augmenté dans certains pays ou dans certaines branches de production, l'ampleur des faillites a diminué.

Les complications politiques brutales dans le monde capitaliste vont à l'encontre de ces tendances actuelles de l'économie. Il suffit de citer le problème des dettes interalliées, le problème du traité de Versailles, la crise intérieure allemande, les conflits d'Extrême-Orient, etc...

Dans toutes ces questions, de même que sur le terrain plus général de l'évolution économique, le rôle des Etats-Unis reste décisif. Son poids spécifique augmente sur l'arène mondiale d'autant plus que les impérialismes s'efforcent de saisir un revirement partiel de

la conjoncture pour échapper à l'étreinte de la dépression. Et cette emprise des Etats-Unis engendrera à son tour de nouvelles contradictions mortelles pour le capitalisme, qui seront la base des prochains mouvements révolutionnaires. Il faut insister sur le fait que l'absence de lutte pour le pouvoir de la part du prolétariat dans la période de crise la plus aiguë (en particulier en Allemagne et en Europe centrale et orientale) est l'un des éléments qui ont permis la stabilisation temporaire actuelle.

Il découle de là que l'analyse du xii^e plenum de l'I. C., prônant la « fin de la stabilisation » juste au moment d'une amélioration de la conjoncture, allait exactement à l'encontre de la marche réelle des événements.

L'ECONOMIE FRANÇAISE DANS LA CRISE

Le débordement tardif de la crise cyclique mondiale en France s'est produit selon une courbe d'aggravation constante. Aujourd'hui encore, alors que des dispositions à la dépression simple se font jour sur le marché mondial, la crise persiste à se creuser en France. Car aux phénomènes de désagrégation propres à la crise de conjoncture, se sont joints les signes d'une crise de structure. La crise cyclique mondiale a révélé et mis à nu la crise de structure propre de l'impérialisme français.

La faiblesse relative de l'impérialisme français dû à sa structure arriérée si on la compare à celle de l'Allemagne ou de l'Angleterre, était masquée par les formidables avantages politiques, militaires et économiques, arrachés par la France lors de sa victoire de 1918. Mais ces avantages s'amenuisent implacablement et ont été battus en brèche par les effets de la crise mondiale. Les réparations allemandes se sont évanouies. Les crédits prêtés à l'Europe danubienne sont ou gelés, ou prêts de fondre. Les colonies ont été ébranlées

par la crise économique et les soulèvements des populations (Indochine, Madagascar, Afrique du Nord). Les exigences des Etats-Unis, financièrement et commercialement, ont marqué la limite de l'hégémonie française héritée de l'après-guerre.

Tous ces traits négatifs, en ce qui concerne la situation extérieure ne parviennent pas à être contre-balancés par les avantages positifs, en particulier dans le domaine financier.

L'économie française est entrée dans une phase de crise de structure mise à nu, comme nous l'avons noté, par l'évolution de la crise cyclique 1929-33. C'est pourquoi une atténuation de la crise de conjoncture cyclique à l'échelle mondiale ne signifierait pas *ipso facto* une reprise de l'activité économique et une nouvelle phase d'équilibre économique en France.

L'atténuation de la crise économique mondiale aura pour effet certain de mettre en lumière plus crûment encore qu'auparavant les véritables disproportions qui existent sur le marché mondial, avant tout entre les Etats-Unis et le reste du monde capitaliste. Un certain « assainissement » même précaire, même peu étendu, restreint, du marché mondial, exige de chaque concurrent impérialiste une nouvelle tension de ses forces. Le maximum d'effort doit être fait par chacun pour élargir sa part dans l'exportation, c'est-à-dire pour une nouvelle saturation du marché. De nombreux éléments économiques manquent à la France pour soutenir un effort suffisant. Au contraire, les Etats-Unis se présentent dans des conditions hautement favorables. Même l'Allemagne, ravagée par une crise de classes aiguë, qui gênera son effort extérieur, est outillée supérieurement.

La société capitaliste française était restée avant la guerre figée sur ses positions de « banquier du monde ». Le capitalisme français était avant tout un capitalisme *usuraire*, appuyée sur une production industrielle à peine plus importante que la production agricole. Et la production agricole elle-même n'était pas du type capitaliste avancé (grande culture mécanisée) mais dans son ensemble restait la petite culture parcellaire, d'un faible rendement. Ce phénomène était illustré par le peu d'expansion industrielle de l'impérialisme français dans les colonies et par l'énorme courant de capitaux et d'échanges avec les pays semi-indépendants, au premier rang desquels était la Russie.

La guerre n'apporta qu'une modification artificielle à cette situation, mais ne changea pas radicalement la structure capitaliste propre à la France. Appuyés sur l'hégémonie politique versaillaise, les capitalistes français pratiquèrent une politique de prêts vis-à-vis des pays d'Europe centrale et orientale, imitée de celle qu'ils pratiquaient vis-à-vis de la Russie tsariste. Tardivement, ils se tournèrent vers leurs propres colonies, mais surtout pour dévier leur courant d'échange avec l'extérieur vers la métropole. Ils renouvèrent par-

tiellement leur appareil industriel grâce au pillage de l'Alsace-Lorraine et de la Sarre. En même temps, ils remirent à neuf, aux frais de l'Allemagne, une grande partie de leur industrie des régions détruites durant la guerre. Ce renouvellement partiel donna un pouvoir accru aux potentats du Comité des Forges, du Comité des Houillères, etc... mais ne parvint pas à leur assurer la maîtrise sans conteste du marché intérieur, ni extérieur. Le marché intérieur continua à rester protégé en faveur du paysan parcellaire, incapable de concurrencer à l'extérieur les producteurs agricoles des deux Amériques ou de l'Europe danubienne. Les prix de revient, le coût de la vie restèrent nettement supérieurs à ceux du marché mondial.

Or, la situation difficile du capitalisme français, par suite du resserrement du marché international et même européen, exige un abaissement considérable des prix de revient, une capacité accrue de concurrence. Cette nécessité n'est pas transitoire, mais permanente. Elle doit entraîner inévitablement le remaniement profond de la structure capitaliste. Ce remaniement lui-même sera rendu difficile par l'âpreté de la lutte extérieure, par les conflits de classe à l'intérieur, et en général par la décomposition du capitalisme international dans la période actuelle.

Néanmoins la tendance des efforts du capital financier pour se survivre apparaît nettement. D'abord viennent au premier plan les efforts de l'industrie lourde et de l'industrie de transformation pour abaisser le prix de revient. Cela signifie une nouvelle poussée de rationalisation, l'installation d'une masse de chômeurs permanents, la baisse globale des salaires. Ce processus doit affecter toutes les industries (grosse et moyenne métallurgie, textile, charbonnages, mines, industrie mécanique, électro-technique, etc...).

Ensuite doit inévitablement se poursuivre un effort de destruction du marché intérieur, principalement paysan, en faveur d'une possibilité d'utilisation plus grande du marché extérieur. Les prix agricoles intérieurs ont tendance à tomber au niveau très bas du marché mondial. Cela signifie la ruine de millions de petits producteurs, l'absorption de toute une couche de producteurs ruinés par les gros capitalistes fermiers, minotiers, monopoleurs d'engrais, l'endettement de la paysannerie moyenne, qui tentera de résister. En un mot, cela signifie un réveil puissant de la lutte de classes à la campagne.

Ces principales contradictions économiques, élargies par la lutte politique et économique des classes et catégories moyennes en présence, entraînent avec elles une multitude de conflits dérivés, à l'intérieur des différents camps. Dans l'ensemble, cette politique massive de compression au bénéfice des consortiums économiques, doit avoir pour conséquence l'activité politique accrue des couches exploitées.

La perspective d'une amélioration sensible

du système économique français n'est nullement incluse automatiquement dans celle d'un revirement partiel de la conjoncture mondiale, à supposer que celle-ci se manifeste réellement avec une certaine persistance. Au contraire, les éléments d'une crise propre de l'impérialisme français se greffent sur la crise mondiale actuelle. Une atténuation de cette crise ne signifierait pas la disparition de la crise propre de l'impérialisme français, de même que pour l'Empire britannique, la reprise de conjoncture des années 1924-29, n'a même pas signifié un palier quelque peu long dans la crise de vieillesse propre au capitalisme britannique.

Nous ne pouvons cependant pas nier qu'une amélioration partielle puisse se faire sentir dans telle ou telle branche de la production. Mais une amélioration passagère minime ne ferait que souligner et exacerber immédiatement les contradictions profondes auxquelles le capitalisme français se heurte dans sa forme actuelle.

La crise de la balance des paiements internationaux de la France illustre admirablement cette situation qui trouve son expression à l'intérieur dans le budget impossible à équilibrer. Non seulement la balance commerciale est déficitaire, mais aussi la balance des comptes tout entière. Cela signifie la nécessité d'exporter de l'or, dans une période où la part des exportations françaises à l'extérieur se rétrécit et se rétrécira encore devant l'offensive des rivaux anglo-saxons et allemands.

Tels sont les traits distinctifs de la situation présente du capitalisme français. De là découlent la situation des classes et la tactique des différents partis bourgeois et ouvriers.

L'UNION NATIONALE

Depuis 1927, c'est-à-dire depuis la fin du gouvernement Poincaré d'Union nationale, la bourgeoisie française n'a ni pu ni voulu réellement constituer un gouvernement englobant tous les principaux partis et groupements qui représentent ses intérêts.

La législature 1928 à 1932 a de ce fait été partagée en deux phases. Dans la première phase, Tardieu a bénéficié du « redressement financier » onéré par Poincaré. La grande industrie lourde a prédominé, d'autant plus que la politique extérieure de Briand, les emprunts consentis en Europe centrale et occidentale par lui, etc., profitaient en définitive aux grandes industries métallurgiques. Dans cette période le radicalisme s'est préoccupé surtout de raffermir, par une politique de pseudo-opposition dans la question agricole et celle de la laïcité, ses liens avec les masses du petit capitalisme parcellaire à la campagne, avec les couches de la bourgeoisie moyenne des fonctionnaires, employés de l'Etat, etc.

Dans la deuxième phase (1930-1932), la crise cyclique mondiale a ébranlé la France à son tour. Les partis radicaux et libéraux ont préparé leur victoire électorale de 1932, en escroquant les masses populaires exploitées

et désorientées par des promesses démagogiques. Le capitalisme de la grande industrie a été mis en difficulté. La situation chaotique de l'Europe a augmenté l'insécurité du régime financier international de la France. La baisse des prix, de la production, l'effondrement du marché paysan, l'écroulement du commerce extérieur, ont sapé la base de la domination des partis de droite. C'est ainsi que Tardieu et son équipe ont été liquidés.

Pourquoi l'union nationale ne s'est-elle pas faite et ne pouvait-elle pas se faire dans cette période ? La raison principale en est dans le poids de la crise qui atteint inégalement les différentes branches du capitalisme. Le profit de la bourgeoisie diminue d'une façon globale, mais inégalement, dans la période de crise. Chaque branche de la production tente de conserver les meilleures positions aux dépens des autres. Le conflit entre le capitalisme agricole et industriel se réveille. L'industrie lourde réclame l'abaissement des tarifs protecteurs agricoles. Une certaine désagrégation a lieu dans le camp du capital financier. Les banques préfèrent une politique « internationale » de conciliation. La métallurgie exige une protection du marché industriel intérieur, un abaissement des prix de revient. Le capital agricole, lié aux grandes institutions de crédit, réclame le soutien de l'Etat aux dépens de la petite agriculture, etc. Les heurts s'avivent entre les différentes fractions du capital qui recherchent un nouvel équilibre sous la pression de la crise.

D'autre part, les conflits entre les masses exploitées et la bourgeoisie s'approfondissent. Ils n'acquièrent pas rapidement un caractère aigu, mais ils s'étendent, prennent un caractère permanent et insupportable à la longue. Les masses paysannes ruinées sont réveillées ; les fonctionnaires, le personnel à statut est attaqué à son tour. Les ouvriers concentrent leurs forces. Dans cette lutte, l'Etat démocratique est obligé de passer en revue, de vérifier toutes ses armes, de combiner la nécessité de la lutte contre les masses prolétariennes avec le souci de ses propres difficultés intérieures.

Il est clair que dans cette situation c'est plutôt une *désunion* qu'une unification des courants de la bourgeoisie qui se produit. Naturellement, il s'agit d'un processus contradictoire, car chaque parti ou groupement politique cherche, tout en tirant un profit particulier de sa possession de l'administration d'Etat, à unifier autour de lui tous les intérêts bourgeois grands et moyens. C'est ce que tenta Laval pour le compte de la droite, et Herriot pour celui de la gauche.

L'« union nationale », comme forme de domination et de combat transitoire de la bourgeoisie n'est pas le fait d'une addition de personnalités parlementaires, mais ne peut se produire que comme résultante réelle de tous les intérêts fondamentaux du capitalisme dans une phase donnée. Une telle phase ne peut surgir que sur la base d'une conjoncture ascendante momentanément ou d'un danger

immédiat qui unit devant une crainte commune les principaux partis de la bourgeoisie.

L'EVOLUTION DU PARTI RADICAL

Depuis les élections de 1932, le parti radical assume presque à lui seul le pouvoir. Dans la mesure où il est fondamentalement incapable de résoudre une série de contradictions décisives de l'impérialisme français, ses jours sont comptés. La structure même du parti radical est profondément contradictoire : par les racines qu'il plonge profondément dans la petite bourgeoisie rurale, dans des couches prolétariennes étendues, dans les milieux du petit commerce, des professions libérales, des fonctionnaires, etc., il lui est plus difficile de réaliser la politique énergique exigée par le capital financier. Cependant, c'est précisément cette situation qui lui permet de jeter les illusions dans ces couches différemment exploitées, de faire servir son idéologie aux opérations de spoliation et de dépouillement des classes sociales sans défense. Par sa direction, son programme, sa situation économique réelle, le parti radical est lié à certaines branches du capitalisme français, telles que le capitalisme agraire, partiellement l'industrie de transformation, l'armement maritime, le commerce, les banques d'affaires, etc. Durant la période de crise aggravée qui s'est ouverte en France en 1931, le radicalisme a servi de paravent à la bourgeoisie vis-à-vis des masses. Le glissement vers la gauche plus accusé du gouvernement Boncour par rapport au gouvernement Herriot n'a pas changé de rôle fondamental joué par la bourgeoisie démocratique dans toute cette période.

Le radicalisme ne peut pas faire aux exploités de concessions de fond, car sa politique lui est dictée par les intérêts du capital. Mais il peut leur faire dans une certaine mesure des concessions de forme, car précisément il possède toute une série de moyens d'action sur eux. Dans quelle mesure cette politique pourra être tolérée par la bourgeoisie réactionnaire, qui réclame une politique plus active, c'est ce qui sera tranché en dernier ressort par l'évolution de la crise. Une aggravation de la conjoncture sans réaction populaire ferait sauter le gouvernement radical. Une combattivité accrue des masses peut incliner le capitalisme à maintenir quelque temps les démagogues à la direction de l'Etat.

Nous constatons que, devant l'évolution des événements, le centrisme s'est vu obligé de renoncer partiellement à ses anciens schémas sur l'union nationale (qui, selon lui, était toujours sur le point de se réaliser comme front de défense contre l'attaque prolétarienne) et sur l'équivalence entre le radicalisme et les partis de droite. Néanmoins, ces appréciations absolument fausses n'ont été remplacées par aucune autre. Le parti est abandonné dans le plus grand doute aux explications qui varient

quotidiennement de l'*Humanité*, elles-mêmes en absolue contradiction avec les thèses votées au dernier Congrès du Parti (mars 1932).

LA SOCIAL-DEMOCRATIE AUX PORTES DU POUVOIR

Véritable exception dans l'Europe d'après-guerre, le parti socialiste français n'a pas participé depuis la guerre impérialiste aux gouvernements capitalistes ; il s'est borné à les soutenir parfois (Herriot 1924, Steeg 1930, Herriot 1932). Cependant, il possède tout ce qu'il faut pour cela : profondes ramifications dans l'Etat bourgeois, cadres de politiciens retors, « compétences », presse, masse électorale, programme de défense de la démocratie capitaliste. La raison en est avant tout dans la faible acuité des luttes de classes en France depuis la guerre et dans la solidité relative des partis démocratiques bourgeois traditionnels. Mais l'usure des partis libéraux (radicaux et autres) et des nouvelles poussées ouvrières ouvriront certainement toutes grandes les portes du pouvoir au socialisme français, qui y jouera son rôle consacré de défenseur de la démocratie capitaliste et de traître aux intérêts ouvriers qu'il prétend représenter. Il tenterait dans le cas nécessaire de jouer celui de destructeur sanglant de l'avant-garde révolutionnaire.

Cependant, le rôle de la social-démocratie ne se résoud pas, comme le croit le centrisme, dans une identité entre elle et la réaction fasciste (« social-fascisme »). En France comme en Allemagne, la théorie du « social-fascisme » est destinée à démontrer toute son inconsistance. Très probablement, la venue au pouvoir du socialisme français serait le prélude à une croissance et une intervention du fascisme. Mais il ne pourrait nullement le remplacer.

Dans la situation présente, les chances du socialisme d'accéder pleinement au pouvoir dans le cadre de l'Etat bourgeois sont momentanément diminuées par le développement de la crise internationale, qui rend très problématique et difficile l'usage par la bourgeoisie de la social-démocratie. Car, en fin de compte la venue du socialisme français au pouvoir ne dépendra pas seulement de la poussée ouvrière, mais surtout de la nécessité où pourra se trouver la bourgeoisie d'utiliser ses services.

LE PARTI COMMUNISTE EST ABSENT

Le parti communiste est devenu depuis plusieurs années presque inexistant comme facteur politique. C'est malheureusement là une caractéristique de la lutte de classes en France dans la période actuelle. Dans tous les domaines de son activité, le parti communiste a reculé au point de se trouver en marge de la vie politique réelle du pays. Dans le domaine des luttes ouvrières extraparlémentaires, le parti s'est lui-même éliminé grâce

à la philosophie de la troisième période. Au Parlement il est réduit à une poignée de leaders opportunistes sans autorité révolutionnaire. Dans les grands mouvements politiques comme la lutte contre la guerre, il a abdiqué entre les mains des amsterdamiens de Barbusse ; dans la lutte contre l'hégémonie militaire de l'impérialisme français en Europe, contre la politique de Versailles, son action a été purement verbale. Dans les rapports avec l'Union soviétique, il s'est effacé devant les diplomates staliniens. Son influence en Alsace-Lorraine a été détruite par ses propres compromissions avec le nationalisme petit-bourgeois joint au sectarisme desséché. Son travail de soutien des révoltes du prolétariat colonial a été inexistant. D'action efficace dans la politique en Extrême-Orient et vis-à-vis des Etats-Unis, il n'en a pas.

La politique générale du Parti peut se résumer dans des formules dénuées de tout contenu, telles que : A bas le social-fascisme, Défense de l'URSS, Défense des soviets en Chine, Annulation des dettes, etc.

Son influence sur le mouvement syndical, sur la lutte économique du prolétariat est en décroissance permanente. Non seulement le Parti n'a pas une parcelle d'influence réelle sur les syndicats réformistes, mais même dans la CGTU son crédit est illusoire, ce qui se manifeste par le fait que la CGTU elle-même ne cesse d'être en régression. Le reflux considérable de l'influence du Parti communiste dans le pays s'est manifesté lors des élections de mai 1932 par une baisse de 30 pour cent des voix au premier tour et de plus de 50 pour cent au second, par rapport à 1928.

Le Parti communiste peut regagner l'influence qu'il a perdue. Mais une politique marxiste est nécessaire pour cela. Car ce n'est pas un développement automatique qui fera passer les masses exploitées du soutien de la démocratie bourgeoise à la défense du programme communiste. L'expérience de l'Angleterre et même de l'Allemagne montre que les désillusions des masses vont fortement nourrir, en l'absence d'une politique communiste appropriée, les partis de réaction et de démagogie fasciste.

SITUATION DU MOUVEMENT OUVRIER

Depuis 1930, des indices certains d'une nouvelle animation de la classe ouvrière se font sentir. Ce sont les grandes grèves du Nord (mineurs, textiles), l'effervescence dans la petite et moyenne paysannerie, les mouvements dus au chômage, l'esprit de résistance à l'attaque capitaliste chez les fonctionnaires (employés, cheminots, postiers, instituteurs). Ces mouvements n'ont offert et n'offrent encore aucun caractère de cohésion, quoiqu'ils montrent avec certitude que dans la période à venir la bataille de classe doit, non seulement s'aggraver, mais aussi s'étendre jusqu'à embrasser l'ensemble des couches travailleuses du pays.

Pratiquement, depuis la guerre, le prolé-

ariat est en complet renouvellement. Une série de facteurs ont révolutionné le prolétariat d'avant-guerre, parmi lesquels il faut compter le vide laissé par une génération de jeunes travailleurs massacrés entre 1914-1918, l'annexion du prolétariat industriel d'Alsace-Lorraine, l'absorption des femmes dans la production, l'introduction en France de près de 3 millions de prolétaires étrangers et coloniaux (dont près d'un demi-million a été refoulé depuis la crise), enfin l'installation récente du chômage chronique. La fusion des éléments qui le composent ne peut s'opérer que par leur participation commune à des luttes de grande envergure, soit pour leur acuité, soit pour leur durée. La politique de trahison du parti socialiste et la stratégie de perte du parti communiste depuis près de dix ans ont considérablement retardé ce processus. D'autre part, la politique très souple du patronat et de l'Etat français a joué un rôle amortisseur.

En même temps que se produisait depuis deux ans, à la faveur de la crise, une nouvelle animation des rangs ouvriers, de caractère défensif, le recul de l'avant-garde des couches prolétariennes communistes les plus avancées continuait. Ce phénomène montre précisément qu'il n'y a pas un parallélisme mécanique, mais une corrélation dialectique très complexe entre la situation objective, les mouvements profonds de la masse et l'évolution de l'avant-garde. La politique aventuriste du parti communiste dans les années de reflux du mouvement ouvrier avait rendu presque inévitable le recul du parti au moment où le prolétariat s'ébranlerait à nouveau. C'est ce qui s'est effectivement produit. Cependant, les contradictions économiques et des classes ne sont pas telles en France, malgré les difficultés croissantes dues à la crise, que le recul communiste se soit opéré au profit du parti réactionnaire. C'est la social-démocratie, l'aile gauche du radicalisme et les tendances centristes de droite (pupisme) qui ont été les véritables bénéficiaires de cette situation particulière.

Les masses ouvrières déçues par le communisme stalinien se sont engagées dans l'illusionisme socialiste et radical. Sur le terrain syndical cette évolution a été marquée par l'essor considérable de la CGT, au détriment de la CGTU, qui a même mordu de nouvelles couches exploitées, jusqu'à présent étrangères au mouvement syndical.

Cependant, cette situation contradictoire porte en soi la renaissance inévitable, à condition que le parti la comprenne et en tire les conclusions nécessaires. Le recul de l'influence communiste exige un changement radical de tactique dans le sens du marxisme, non seulement pour entraîner de nouveaux éléments perdus, mais aussi pour gagner de nouvelles couches ouvrières, principalement jeunes, au communisme. Mais une politique juste dans une période où le courant du mouvement ouvrier tend à s'orienter vers le

réformisme, offre une grande perspective de regain au parti communiste.

QUE DOIT FAIRE LE PARTI COMMUNISTE

1. Regroupement de la classe ouvrière.

C'est de cette perspective qu'il faut partir pour examiner dans quelle voie doit s'orienter l'activité de l'opposition de gauche pour la régénération du Parti communiste.

Nous ne pouvons pas songer à tracer* ici un programme d'action du parti, mais seulement déterminer dans quel sens un tel programme doit être orienté.

La préoccupation fondamentale des communistes doit être dans la situation actuelle, celle du *regroupement* de la classe ouvrière. Toute l'action du parti dans le domaine national ou international, politique ou économique, parlementaire ou extra-parlementaire, doit être envisagée sous l'angle de la cohésion à rendre au prolétariat, c'est-à-dire en fin de compte de son unification *sur une base révolutionnaire*.

En même temps qu'il faut mener une lutte incessante pour ce regroupement, il faut développer au sein de l'avant-garde et dans les couches les plus larges la conscience marxiste par la critique incessante, le rejet de toute idéologie social-patriote, l'élimination des oscillations centristes et de l'opportunisme stalinien.

Ainsi, en sélectionnant peu à peu un parti véritablement communiste au sein d'une classe ouvrière rendue homogène, seront données les conditions les meilleures pour la victoire d'une nouvelle offensive prolétarienne. Tel est le sens de l'action de l'Opposition de gauche au sein du Parti communiste comme en dehors de lui.

En menant une lutte impitoyable pour la défense des positions de Lénine, pour le retour à la doctrine des premiers congrès de l'Internationale communiste, en délimitant étroitement le courant réellement marxiste des différentes tendances opportunistes et en exigeant des communistes une action largement mêlée à toutes les formes d'organisation des masses, l'Opposition de gauche remplira son rôle.

2. L'Unité syndicale.

Une politique unitaire est particulièrement urgente dans le domaine *syndical*. Au premier plan, nous plaçons la lutte pour l'*unité syndicale*. Il ne s'agit pas de réclamer une pseudo-unité dans la CGTU ou dans la CGT, où au moyen d'un congrès d'unité convoqué en dehors des centrales existantes. Ces propositions ne peuvent être en réalité que des obstacles à la réalisation de l'unité syndicale. Nous reprenons entièrement les propositions du quatrième congrès de l'I. C. Il faut reconstruire l'unité détruite, c'est-à-dire réunir les différentes centrales, parmi lesquelles la réformiste est la plus puissante, puisqu'elle groupe quatre ou cinq fois plus d'adhérents que la centrale unitaire.

L'agitation doit être menée autour d'un congrès de fusion qui élirait une nouvelle direction au scrutin majoritaire, en respectant le droit d'expression et d'organisation des tendances.

Il est possible que, malgré des efforts puissants dirigés dans ce sens par la CGTU et le Parti, on ne puisse parvenir à contraindre les dirigeants réformistes à accepter un congrès de fusion sur ces bases. Cependant, même dans ce cas, la campagne inlassable menée par nous nous gagnerait la sympathie de très importantes couches réformistes et renforcerait nos organisations unitaires.

Au contraire, si le Parti, qui dirige effectivement les syndicats unitaires, persévère dans sa politique actuelle, il conduira la CGTU à l'insignifiance complète, malgré les conditions favorables (pression unitaire des masses, trahisons répétées des leaders réformistes). Ce déclin de la CGTU signifierait en même temps l'entrée en désordre d'éléments de la CGTU dans la CGT. La lutte pour l'unité syndicale est une des questions-clé de l'avenir du mouvement révolutionnaire en France. Sans cette lutte aucune autre forme d'unification du prolétariat n'apportera de résultats sérieux.

3. La méthode du front unique.

La lutte pour la réalisation du front unique ouvrier, partiel ou général, c'est-à-dire l'action commune des ouvriers appartenant à des organisations politiques et syndicales différentes ou adverses, est la seule façon d'obtenir des résultats réels dans la voie de l'unification de la classe ouvrière sur la plateforme révolutionnaire. Dans le domaine syndical, une action persévérante pour réaliser le front unique doit être le prélude à la fusion organique. L'exemple des grèves en cours d'Armentières, après celle des dockers de Dunkerque et du Havre, montre que le front unique est réalisable, même à l'encontre de la volonté des états-majors réformistes scissionnistes. Mais la réalisation d'actions communes (par exemple le comité de grève intersyndical d'Armentières) ne portera pleinement ses fruits que si l'on montre à tous les ouvriers qu'une telle unification doit être couronnée par la fusion organique des fédérations et des centrales.

Sur le terrain de l'action des partis, la question se pose différemment. Aucune forme quelconque de fusion organique ne peut être envisagée. Là il ne peut s'agir que d'accords temporaires, de compromis passagers, mais inévitables et indispensables. Sur des questions intéressant immédiatement la classe ouvrière, avec des objectifs acceptables même pour les travailleurs réformistes, et que les dirigeants réformistes prétendent eux aussi poursuivre, le parti communiste est dans l'obligation de proposer au parti socialiste et pupiste de haut en bas l'action commune. Le parti communiste conserve sa pleine indépendance de critique au cours de l'action et se réserve toujours le droit de briser la coalition au som-

mét lorsque les masses ont été ébranlées et qu'il apparaît à leurs yeux que seule la direction communiste est capable de lutter pour les objectifs communs.

Il va de soi que la nécessité de réaliser l'action commune n'exclut pas l'initiative indépendante constante du parti communiste.

Une telle conception du front unique a été exposée après le III^e Congrès et au IV^e Congrès de l'I. C. Ensuite elle fut abandonnée peu à peu au profit d'accords capitulards par le sommet (Comité anglo-russe en 1926, bloc des quatre classes en Chine), puis d'un isolement sectaire du parti sous le couvert du F. U. « rien que par le bas ». Nous réclamons la révision de ces deux conceptions fausses du front unique, qui sont maintenant complètement embrouillées par le centrisme ; en effet, en même temps que les staliniens réalisent des blocs de sommet avec les radicaux (Amsterdam), ils refusent de s'adresser sincèrement aux organisations réformistes.

POUR UN PROGRAMME D'ACTION

La situation politique française exige impérieusement l'adoption par le parti d'un *programme d'action de front unique*. Depuis plusieurs mois le Parti et, par voie de conséquence, la CGTU ont perdu toute initiative, sur le terrain politique et économique, au profit de la social-démocratie. Des revendications comme l'amnistie ou la semaine de quarante heures sont actuellement défendues hypocritement par les réformistes, qui ont réussi à capter le courant progressif des couches profondes des classes exploitées. Même la lutte contre la guerre apparaît noyée dans les différentes formes de pacifisme, pacifisme « genevois » des social-patriotes, pacifisme « amsterdamien » des centristes ; encore les social-démocrates ont-ils l'avantage de faire défendre leur politique directement par leur parti, alors que le centrisme se cache derrière le « mouvement d'Amsterdam ». Sans cesser un instant de défendre le programme communiste de la dictature du prolétariat, le Parti doit immédiatement retrouver le chemin de l'action de masse en proposant aux organisations réformistes la lutte commune sur la base d'un programme d'action précis.

Nous insistons pas ici sur le fait que le parti, sous la direction stalinienne, se montre incapable de défendre le programme communiste lui-même, puisqu'il défend maintenant le programme semi-réformiste du « socialisme dans un seul pays », et des pactes de non agression et d'Amsterdam. La tâche de l'opposition de gauche est, dans la période actuelle, de lutter pour le rejet de ce programme. Mais cette tâche, qui embrasse toute une période, ne doit pas nous empêcher, mais au contraire nous pousser à formuler la proposition d'un programme d'action immédiat et limité.

A notre avis, un tel programme ne peut pas

être conçu sur le type des « programmes minimums » se suffisant à eux-mêmes. Internationalement et nationalement, les conflits de classe sont trop aigus et nécessitent des tournants rapides. L'objectif du parti communiste dans l'époque présente reste la réalisation de son programme maximum, l'établissement de la dictature prolétarienne. Cependant, la tactique de lutte progressive vers les formes supérieures de la lutte des ouvriers passe par différentes étapes. Actuellement, le niveau des luttes rend indispensable l'action sur la base d'un programme d'action générale qui embrasse une série de revendications de caractère économique et politique. Et la lutte pour un tel programme est inséparable d'une action hardie, large, en faveur de la constitution d'un front unique ouvrier. Selon nous, les éléments constitutifs d'un tel programme d'action doivent être les suivants :

1° Défense des salaires.

Au premier rang des revendications économiques vient la défense des salaires, c'est-à-dire, d'une manière générale, la lutte contre toute diminution.

La période de crise prolongée du capitalisme français oblige la bourgeoisie à exiger une baisse accentuée des salaires, traitements et pensions. Toute résistance victorieuse à ces diminutions porte un coup sensible au capitalisme. L'exemple de l'Allemagne montre aux prolétaires français de quelle façon la bourgeoisie s'y prend pour affamer une population de millions de travailleurs.

2° Réduction du temps du travail : pour la semaine de quarante heures.

En corrélation étroite avec la lutte contre les diminutions de salaires se place la lutte pour la semaine de quarante heures (sept heures par jour), sans diminution des salaires actuels. Déjà les réformistes font une large campagne pour cette revendication. Il faut lui donner son sens révolutionnaire en exigeant qu'elle aboutisse. Les grandes masses ouvrières y sont intéressées. Ici encore il s'agit d'une revendication contre laquelle se dressera la bourgeoisie. D'autre part, c'est une revendication qui intéressera les chômeurs, car le raccourcissement de la semaine de travail permettrait la réintroduction d'un grand nombre d'entre eux dans la production.

3° Assurance chômage ; aide aux chômeurs.

Déjà se fait sentir une offensive de la bourgeoisie contre les assurances sociales en vigueur. C'est pourquoi la revendication de l'assurance chômage doit être portée au premier plan. En même temps, le mouvement des chômeurs doit être dirigé vers l'obtention du maximum d'avantages pour les ouvriers sans travail : indemnités, exonération des loyers, de l'impôt, bons de charbon, viande, etc. Sur cette base les comités de chômeurs, utilisant les mairies socialistes, communistes ou pupistes doivent être largement ouverts à tous les courants politiques et syndicaux. Le mouve-

ment des chômeurs ne peut vaincre que comme mouvement de masse organisé.

4° Lutte contre le militarisme et la guerre.

Sur ce terrain l'opposition de gauche formule à nouveau, avec plus d'insistance encore, les propositions faites par elle lors de la préparation du Congrès d'Amsterdam. Il faut transformer le mouvement confus d'Amsterdam en une action de front unique des partis et organisations syndicales responsables. Le mouvement d'Amsterdam a pour foyers le radicalisme bourgeois (Bergery, Sennac, Patel, etc.) et le centrisme stalinien (de Munzenberg à Barbusse). Cela seul signifie son impuissance fondamentale devant le problème de la guerre. Aux yeux des masses, Amsterdam devient comme une seconde Société des Nations, plus à gauche, mais aussi impuissante. Cette association, qui considère les pactes de non agression comme des instruments de paix, doit être dissoute au profit de comités de front unique de partis à partis. Comme base d'une telle action commune, l'opposition de gauche reprend entièrement les propositions faites par elle au Congrès d'Amsterdam.

L'échec d'Amsterdam est particulièrement patent dans la deuxième moitié de 1932. Toutes les entreprises militaristes les plus impudentes ont eu lieu sans que Amsterdam fut capable de faire autre chose que d'envoyer des télégrammes. Pas un ouvrier n'est disposé à lever le doigt contre la guerre au nom d'Amsterdam. En ce qui concerne seulement la France, qu'a fait Amsterdam contre la guerre du Maroc ? Contre le brigandage extérieur, les exécutions, les expéditions punitives en Indochine ? Contre la participation du capitalisme français aux entreprises japonaises ?

La guerre est à l'ordre du jour des entreprises mondiales de la bourgeoisie. Les communistes ne peuvent tolérer dans cette question aucune équivoque.

5° La défense de l'Union soviétique.

La défense de l'URSS repose non seulement sur le Parti, mais sur le prolétariat tout entier. Il faut donc transformer la défense diplomatique qui prend pour instrument le Parti communiste, en une défense active par le prolétariat, sous la direction du parti. L'action révolutionnaire contre la bourgeoisie nationale est la garantie essentielle pour l'URSS. Mais la question ne s'arrête pas là. Le prolétariat de l'URSS est lié au prolétariat mondial, comme l'économie soviétique est dépendante de l'économie mondiale. Dans la période de crise capitaliste, qui a entraîné aussi une crise de l'économie soviétique, un plan de collaboration économique doit être établi, auquel tout le prolétariat soit intéressé. En ce qui concerne la France, le parti devra substituer à l'apologie des pactes de non agression trompeurs, le contrôle et la participation de comités organisés du prolétariat aux transactions franco-soviétiques.

La question de la défense de l'URSS est liée

à celle des mouvements révolutionnaires dans le monde entier. Quoique pour les staliniens les deux questions soient maintenant différentes, elles ne font en réalité qu'une seule affaire.

La lutte pour le soutien des communistes chinois et japonais, le soutien des communistes allemands, la dénonciation du traité de Versailles doivent être étroitement liés à la situation de l'URSS. Là encore de grandes actions de front unique sont possibles. Le devoir du Parti est d'exiger en même temps que l'action de l'URSS devienne une aide et non une entrave au développement mondial révolutionnaire.

6° Soutien du prolétariat colonial.

Une tâche particulière qui revient à notre parti, c'est l'aide aux prolétariats coloniaux : indochinois, africain, malgache. La crise oblige la bourgeoisie française à se tourner plus que par le passé vers ses colonies. La lutte pour l'émancipation nationale, pour les libertés démocratiques ouvre une première brèche dans le flanc de l'impérialisme. Il faut compromettre la social-démocratie dans cette lutte, exiger l'amnistie entière pour les condamnés coloniaux, exiger la liberté de la presse et d'association aux colonies. Sur ce terrain, presque abandonné par les staliniens, s'ouvrent de vastes perspectives pour la constitution d'actions communes.

7° Enfin, lutte contre la répression.

Amnistie pleine et entière, lutte constante contre la répression, contre l'utilisation de la police, des gardes mobiles, de l'armée, dans les conflits. Sur ce terrain, le SRI doit changer totalement ses méthodes et les communistes doivent être les premiers à en exiger le changement dans le sens de la démocratie prolétarienne véritable, et non du libéralisme stalinien à l'égard de ceux qui le flattent.

LA RECONSTITUTION DE L'UNITE DU PARTI COMMUNISTE

La fraction de gauche exclue du Parti affirme une fois de plus que toute action en faveur d'une réalisation véritable d'un front unique ouvrier, du rassemblement progressif de la classe ouvrière sur une plateforme révolutionnaire exige avant tout l'unité des rangs du parti communiste. La scission dans le Parti signifie inévitablement aussi le sectarisme vis-à-vis de la masse. Car la fraction stalinienne dirigeante, en excluant la gauche, sauvegarde sa plateforme centrisme : or, on ne peut pas réaliser une unité révolutionnaire du prolétariat sur une plateforme centrisme, oscillante, amorphe.

La lutte pour un programme de front unique est inséparablement liée à l'exigence de la réintégration de l'opposition de gauche dans le Parti. Bien entendu, la gauche, ou même des éléments isolés de la gauche, ne peuvent rentrer dans le Parti que si leur est garantie

la liberté d'expression dans les cadres de la discipline d'action. Rétablir l'unité des rangs du parti signifie aussi y rétablir la démocratie prolétarienne. Au moment où les centristes jettent la poudre aux yeux avec une pseudo-politique d'unité et de front uni, la gauche

doit démasquer le caractère hypocrite de cette politique par une propagande énergique en faveur de l'unité du Parti.

Janvier 1933.

Résolution sur la situation de la fraction de gauche italienne (bordiguistes) vis-à-vis de l'opposition internationale de gauche

La fraction de gauche du P.C.I. (bordiguiste) est organiquement constituée depuis l'année 1919. A cette époque, la fraction bordiguiste ne possédait pas encore une plateforme entièrement élaborée. Toutefois, elle pouvait se réclamer de toute une série de positions que son chef Bordiga avait pris au sein du parti socialiste italien soit avant la guerre, époque pendant laquelle il avait mené tout jeune, une lutte acharnée, à la fois contre la fraction réformiste et les diverses fractions centristes militant au sein du Parti, et contre les théories syndicalistes dont les théoriciens plus en vue en Italie étaient Enrico Leone, Arturo Labriola, O. O. Olivetti et Paolo Orano et contre les théories anarchistes défendues par Malatesta; soit pendant la guerre, époque pendant laquelle Bordiga a été le seul à se placer, porté par son développement intérieur, sur le même terrain que la gauche de Zimmerwald et de Kienthal représentée par Lénine. En 1919, la fraction bordiguiste se présenta au Congrès de Bologne du Parti socialiste italien avec des positions nettement délimitées, face à toutes les autres tendances y compris celle de l'« Ordine Nuovo » représentée par le camarade Gramsci, sur deux questions essentielles : celle de la nécessité de la scission d'avec les réformistes et de tous ceux qui se solidarisaient avec eux et de la constitution d'un parti communiste, et celle du boycottage du Parlement.

La première de ces positions était motivée par l'impossibilité de conduire le prolétariat italien à la conquête du pouvoir sans un Parti se plaçant sans réserve sur le terrain de l'action révolutionnaire et strictement homogène et centralisé, et par la démonstration théorique et pratique que la permanence dans un seul Parti des fractions opposées comme les fractions réformiste et communiste, les auraient conduites tous les deux à l'impuissance et à la faillite.

La seconde position était motivée par l'appréciation générale que le rôle historique et politique du parlementarisme et de toutes les institutions bourgeoises était terminé et par la conviction que la participation aux élections politiques dans la situation concrète donnée, aurait eu comme résultat de dévier le mouvement révolutionnaire du prolétariat et des masses travailleuses de la préparation et de l'action dirigée vers la conquête du pouvoir, vers les solutions parlementaires, c'est-à-dire vers sa désagrégation.

Au deuxième Congrès de l'I. C., Bordiga, après la critique de Lénine, renonça à sa position anti-parlementaire et se rallia entièrement aux thèses de l'I. C. sur l'utilisation communiste du parlement. Par contre, il fit des réserves aux thèses sur la question nationale dans le sens ultra-gauchiste.

La première plateforme entièrement élaborée sur laquelle se base la fraction bordiguiste est fournie par les « thèses de Rome ». Il s'agit d'un corps de thèses présentées par Bordiga, au nom du Comité Central du Parti, au deuxième congrès du Parti communiste d'Italie et adoptées le 26 mars 1922 par celui-ci à la presque unanimité, sauf le courant droitier représenté par Graziadei-Tasca, et des « réserves » qui, après, se révélèrent très importantes, faites par le camarade Gramsci et malgré l'opposition du représentant de l'I. C. Kolarov. Après ce document il y a encore toute une série de documents présentés soit aux assises du P. C. I., soit à celles de l'I. C. (4^e et 5^e Congrès); il y a la « Plateforme de la Gauche » (bordiguiste) présentée au 5^e Congrès du P. C. F. et enfin toute la littérature publiée ces dernières années par le groupe résidant à l'étranger de la fraction bordiguiste et qui a comme organe *Prometeo*.

De ces documents, il résulte que les divergences actuelles entre l'Opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) et la fraction bordiguiste, sont dans les questions essentielles, les mêmes divergences qui séparèrent jadis la même fraction de l'I. C. dirigée par Lénine. Cette affirmation est confirmée par le fait que tandis que l'Opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) se réfère aux quatre premiers Congrès de l'I. C. comme base de sa plateforme, la fraction bordiguiste non seulement repousse les III^e et IV^e Congrès de l'I. C. qui, à son avis, contiennent en embryon toutes les tares qui ont amené la dégénérescence de l'I. C., mais fait aussi des réserves sur le 1^{er} et le 2^e Congrès de l'I. C. et particulièrement sur la thèse concernant la question nationale et le procédé concret qui a été suivi dans la formation de l'I. C.

LA QUESTION NATIONALE

Sur la question nationale la position de la fraction bordiguiste se caractérise par une sous-estimation et même par la négation du problème national en tant que problème concret. Sans le dire ouvertement, la fraction bordiguiste est contre le mot d'ordre du droit aux minorités nationales à l'auto-décision y compris la séparation de l'Etat dans lequel elles sont encadrées. A ce mot d'ordre, la fraction bordiguiste substitue la nécessité de la propagande et de l'agitation, sur la base de revendications de classe, pour faire comprendre aux masses que leur libération nationale est en fonction de leur libération de classe, c'est-à-dire qu'elle ne peut coïncider qu'avec le triomphe de la dictature du prolétariat. En ce qui concerne l'Italie par exemple, voici comment d'une façon atténuée, un représentant très

qualifiée de la fraction bordiguiste, s'exprime sur la question nationale : « En présence d'une conscience de classe incomplète, comme ce serait le cas d'un mouvement à base irrédentiste des populations slaves et allemandes ou d'un mouvement régional, le Parti a le devoir de combattre toutes les formations qui voudraient placer des mouvements sur de telles bases, de rejeter en dernière ligne les revendications immédiates nationales et passer en première ligne les revendications de classe. »

Cette position du problème est erronée. Il ne s'agit nullement de passer « à la dernière ligne » les revendications nationales et « en première ligne » celles de classe, mais il s'agit de répondre nettement à la question : « Est-ce que nous, les communistes, nous devons oui ou non appuyer le mouvement des minorités nationales qui luttent pour leur indépendance nationale ? Nous répondons oui. D'abord, parce que nous sommes en principe contre toute oppression nationale, ensuite parce que la lutte des minorités nationales du prolétariat et des masses travailleuses de nationalités diverses peut aider la lutte du prolétariat tout entier contre le même Etat. Au lieu de passer les revendications nationales à la « dernière ligne » nous devons donc leur donner à chaque moment et à chaque étape de la lutte, l'importance et la place qu'elles ont concrètement. D'autre part, la lutte conséquente et énergique que les Partis communistes doivent mener pour les droits des minorités nationales, ne doit jamais servir de prétexte pour atténuer ou masquer les différences de classes qui existent, soit au sein des minorités nationales, soit au sein de l'Etat oppresseur. C'est sur ce terrain que l'abîme s'ouvre entre les partis « irrédentistes » et les opportunistes d'un côté, et les véritables communistes de l'autre. Les partis « Irrédentistes » se basent sur le postulat que tous ceux qui sont de la même race ont des intérêts communs contre tous ceux qui sont de race différente. Le problème de classe ou est nié, ou considéré comme absolument secondaire par ces partis.

Les opportunistes, de leur côté, ont aussi tendance à masquer, à atténuer, le problème de classe et par là ils appuient ou les intérêts de la bourgeoisie de l'Etat oppresseur, ou ceux de la bourgeoisie de la minorité nationale, selon qu'ils appartiennent au groupe ethnographique de l'une ou de l'autre. Contre des positions pareilles, la lutte des communistes doit être implacable et sans merci. Au sein des minorités nationales comme au sein de l'Etat oppresseur, les communistes doivent développer par tous les moyens la lutte de classe et créer dans la lutte la solidarité inébranlable du prolétariat des diverses nationalités contre la bourgeoisie, à quelque nationalité qu'elle appartienne. Cette solidarité de classe sera d'autant plus facile à créer que les partis communistes démontreront par leurs mots d'ordre et par leur façon d'agir contre l'Etat oppresseur, qu'ils sont les seuls qui agissent sans réserve et avec des méthodes appropriées en faveur des droits des minorités nationales.

LA CONSTITUTION DE L'I. C.

En ce qui concerne le procédé de formation de l'I.C. et de certaines de ses sections, tandis que les I^{er} et II^e Congrès mettent en relief la faillite de la tentative de constituer le Parti rien que pour la propagande et par l'adhésion personnelle et sanctionnent au contraire

le processus historique réel de formation du Parti dont la ligne de formation passe par des adhésions personnelles, par des aggregations de groupes, par des fusions et des scissions, la fraction bordiguiste n'admet, une fois que le Parti est « constitué », que l'adhésion personnelle, et repousse toute adhésion de groupes et encore plus toute fusion qui, à son avis, ne peut apporter que confusion et désordre. C'est en partant de ce critérium qu'elle s'est opposée en Italie, soit au travail de « noyautage » au sein du Parti socialiste tel qu'il était après la scission de Livourne, soit à la fusion avec l'aile gauche du parti socialiste dirigé par Serrati et Maffi, et qui, après Livourne, évolua vers les positions théoriques et tactiques de l'I. C. Cette position de la fraction bordiguiste qui « oppose » les adhésions personnelles aux aggregations et aux fusions est caractéristique de toute sa façon de concevoir et le rôle du Parti et les moyens par lesquels il lutte pour se lier au prolétariat et pour l'entraîner à la lutte. Au processus réel et aux solutions concrètes des problèmes qui sont posés par l'histoire, on substitue des schémas. Si, comme cela arrive inévitablement, l'histoire se refuse à passer à travers les schémas, alors c'est elle qui a tort ? On fait, en réalité, une question de principe d'un problème qui doit être résolu uniquement d'après le critérium de l'avantage ou du désavantage qui peut concrètement en dériver pour l'éducation et l'organisation révolutionnaire du prolétariat. Si, aujourd'hui la fraction « bordiguiste » s'oppose au chemin suivi par l'opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) dans sa formation, elle ne fait que répéter au fond les mêmes critiques qu'elle adressait à l'I. C.

LE FRONT UNIQUE

Le problème dans lequel apparaissent avec la plus grande clarté les divergences entre la fraction bordiguiste et les quatre premiers congrès de l'I. C. et par là même avec les bolcheviks-léninistes, est celui de la tactique du front unique. La fraction bordiguiste considère que le Parti ne peut pas se proposer une tactique avec un critérium occasionnel et momentané, pensant pouvoir faire ensuite, au moment où une telle tactique se montre dépassée, un brusque changement de front transformant en ennemis ses alliés d'hier. De cette prémisse, la fraction bordiguiste tire la conséquence que toute tactique de front unique du Parti communiste envers d'autres partis doit être rejetée. En réalité, dans cette prémisse bordiguiste, nous voyons toute l'incompréhension de la tactique du front unique. D'abord, la tactique bolchevique du front unique n'a rien de ce « critérium occasionnel et momentané » que les bordiguistes lui trouvent implicite. Au contraire, elle présuppose une large perspective sans laquelle le Parti non seulement serait incapable d'appliquer une juste tactique de front unique mais ressemblerait à un aveugle tâtonnant dans le vide. C'est là la caractéristique de l'opportunisme vulgaire et du centrisme, non du bolchevisme. Sans la capacité politique de voir loin et même très loin, non seulement la tactique du front unique mais quelque tactique que ce soit, n'aurait d'autre signification que de jeter l'eau à la mer. C'est pourquoi, dans la tactique du front unique, il ne peut, sans tomber dans l'opportunisme ou dans la fanfaronnade, exister de « critérium occasionnel et momentané ». Mais cela n'empêche nullement qu'il puisse y avoir des actions « oc-

casionnelles et momentanées» en commun avec d'autres formations politiques qui, tout en ayant d'autres programmes et d'autres buts, se trouvent, à un moment donné, devoir lutter contre le même danger et pour les mêmes revendications immédiates que celles du Parti. La prémisse bordiguiste nie ensuite qu'une fois «une telle tactique» étant dépassée, on puisse faire un brusque changement de front transformant en ennemis les alliés d'hier. Encore une fois, nous voyons ici la substitution d'un schéma au processus réel. Pour les bordiguistes, le changement brusque et la transformation «en ennemis des alliés d'hier» c'est quelque chose qui découle de notre appréciation subjective et non d'une modification réelle des positions effectives que les «alliés d'hier» assument aujourd'hui vis-à-vis de l'ennemi contre lequel elles s'étaient momentanément alliées et vis-à-vis de nouveaux problèmes qui se posent devant le prolétariat.

Si, aujourd'hui, le parti socialiste est disposé à entreprendre une action commune avec le parti communiste sur un problème déterminé (par exemple, pour rester dans le minimum, l'application de l'obstructionnisme au Parlement quand le gouvernement déposera le projet de loi visant à réduire les traitements des fonctionnaires) il est évident que nous restons des ennemis sur tous les autres problèmes de programme et de tactique, mais que sur cette question particulière de l'obstructionnisme au Parlement, nous sommes d'accord, c'est-à-dire, nous sommes alliés. Mais demain, une fois l'action obstructionniste passée et jusqu'à ce que de nouveaux accords n'interviennent, nous n'aurons avec le Parti socialiste aucun accord, c'est-à-dire que sur tous les points, nous serons des adversaires, des ennemis. Mais cela découle des positions objectives et concrètes que les divers partis assument face aux divers problèmes et ce n'est pas nous qui changerons brusquement de front et qui transformerons les alliés en ennemis. A cette conclusion par contre, arrive fatalement la fraction bordiguiste, qui, face au danger imaginaire de l'impossibilité d'effectuer un «changement brusque» considère comme exclusivement des ennemis ceux qui sur certaines questions peuvent être des alliés, et par là transforme objectivement en alliés ceux qui sont toujours nos ennemis.

Une autre critique que la fraction bordiguiste fait à la tactique de front unique, c'est qu'elle limite l'indépendance du Parti et son droit de critique politique. Que dans l'application opportuniste et centriste du front unique, l'indépendance du Parti et son droit de critique aient été sérieusement compromis, il ne saurait y avoir de doutes. Mais il est faux de croire que «front unique» et «capitulation» plus ou moins accentuée devant les autres partis ne font qu'un. Au lieu d'impliquer la «capitulation» devant les autres partis, la tactique du front unique présuppose la pleine capacité du Parti, dans la situation et dans les rapports de force concrètement existants à un moment donné, de choisir lui-même sa politique et de juger lui-même, en fonction des intérêts généraux du prolétariat, de quelle façon il lui convient d'attaquer et de critiquer l'adversaire. Quant en 1922 la fraction communiste au sein de la C.G.T. italienne proposa et réalisa le front unique avec la fraction socialiste (maximaliste) au sein de la même C.G.T., peut-être capitula-t-elle devant les maximalistes? Non. Et pourquoi ce qui a été possible à la fraction syndicale du parti vis-à-vis de la fraction syndicale d'un autre parti, ne

pourrait pas réussir au Parti lui-même face à un autre Parti? Pour quelles raisons théoriques et pratiques? Les bordiguistes n'en peuvent indiquer aucune.

Du reste, Lénine et l'I. C. dans ses premières années, ont appliqué à maintes reprises et sous les formes les plus diverses la tactique du front unique, non seulement sans capituler et sans limiter leur droit de critique, mais en renforçant considérablement les positions du prolétariat. Et si aujourd'hui, comme hier, les partis socialistes refusent le front unique, c'est justement parce qu'ils comprennent que l'essence même de cette tactique les démasque et les isole des masses sans lesquelles leur œuvre de trahison serait impossible.

Une troisième raison pour laquelle la fraction bordiguiste repousse la tactique de front unique de Parti à Parti, c'est qu'il n'en a pas besoin car tous les résultats positifs escomptés par cette tactique, on peut les obtenir avec une juste tactique de front unique, d'unité syndicale et d'utilisation des revendications immédiates à l'intérieur des syndicats par le canal des fractions syndicales communistes.

De toute évidence, une juste politique et un travail passionné des fractions communistes à l'intérieur des syndicats peut servir beaucoup (particulièrement dans certains pays comme c'était le cas en Italie et comme c'est le cas en Allemagne, moins en France où les partis socialistes sont étroitement liés au mouvement syndical) à déboulonner les partis socialistes ou autres formations politiques (syndicalistes, réformistes, anarchistes, etc...) et à faire passer les masses sous l'influence communiste. Mais cette politique indirecte du Parti au lieu d'exclure sa politique directe face aux autres partis politiques au moyen de la tactique de front unique, ne fait que la rendre plus nécessaire et évidente. En fait, il n'y a pas un seul ouvrier non communiste qui puisse comprendre pourquoi on est disposé à lutter avec lui, pour une action déterminée, en tant qu'ouvrier syndiqué mais qu'on se refuse à combattre avec lui pour la même action déterminée, en tant que militant politique. Une attitude pareille ne peut que révolter les ouvriers des autres partis et par là, compromettre le travail des communistes aussi au sein des syndicats. Sans compter que, particulièrement dans les périodes d'intense crise sociale, lorsque les masses sont tournées vers les grands problèmes politiques, ce n'est pas essentiellement vers ce qui se passe à l'intérieur des syndicats que les masses prêtent l'oreille, mais c'est vers les positions claires et ouvertes des partis politiques. Qu'est-ce que fait le Parti communiste, qu'est-ce que font les socialistes, qu'est-ce que font les fascistes, qu'est-ce que font les «populaires», qu'est-ce que fait le roi, qu'est-ce que l'Aventin? Voilà les questions qui couraient de bouche en bouche en Italie en 1922 et pendant la crise Matteotti. Qu'est-ce que fait le Parti communiste, qu'est-ce que fait la social-démocratie, qu'est-ce que font Hindenburg, von Papen, qu'est-ce que fait Hitler? Voilà les questions que se posent à tout moment les ouvriers de toute l'Europe à l'heure actuelle. Et dans des situations pareilles, les bordiguistes pensent que ce n'est que par l'action de nos fractions syndicales à l'intérieur des syndicats que le Parti peut tirer tous les profits de la tactique du front unique? C'est chercher midi à trois heures. Au contraire, l'action des fractions communistes dans les syndicats, comme élément du renforcement du Parti se présente comme complémentaire, et par cela non

moins importante, de l'action politique directe que le Parti mène envers les autres partis.

Incapables de résister sur le terrain de la tactique, les bordiguistes tâchent de se réfugier dans les principes. C'est donc, au nom des principes qu'à la fin ils s'opposent à la tactique du front unique directement menée par le parti. Selon eux, c'est la nature même du parti, du « vrai » parti communiste qui s'y oppose. Selon leur schéma, le syndicat, par le fait qu'il accepte dans son sein ceux qui ont une commune position de classe, c'est-à-dire tous les exploités, par son programme général et par ses buts qui reflètent les intérêts immédiats des masses, le syndicat peut et doit mener une tactique de front unique et d'unité syndicale, tandis que le Parti, par sa base limitée à cette minorité prolétarienne qui affirme une communauté de foi et d'idéologie politique, par son programme d'action qui correspond non à la situation d'aujourd'hui, mais à celle, révolutionnaire, de demain, par son but qui est celui de l'instauration de la dictature du prolétariat, le parti ne peut pas faire une tactique de front unique.

Il est exact qu'entre le parti et le syndicat, il existe, par leur programme, par leur encadrement, par leurs méthodes de lutte, par leur rôle, une différence profonde. Il est exact aussi que tout ce qui est fait par le syndicat ne peut être fait par le parti et vice-versa; mais de cela à l'affirmation qu'étant profondément différent du syndicat, le parti ne peut pas développer une tactique de front unique, il n'y a aucun lien. Ce qui est vrai, c'est que le parti doit développer une tactique de front unique conformément à ses buts et à sa nature à lui et non comme un reflet déformé du syndicat; de même que le syndicat doit se comporter en toute circonstance comme tel, et non comme une mauvaise copie du Parti.

LES MOTS D'ORDRE DEMOCRATIQUES

L'autre problème sur lequel le désaccord se manifeste entre la fraction bordiguiste et l'opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) est celui de l'emploi des mots d'ordre de la *démocratie bourgeoise*, c'est-à-dire de la *démocratie formelle*. Sur ce problème, la fraction bordiguiste a comme point de départ général que, depuis la conquête du pouvoir par la bourgeoisie, les mots d'ordre de la démocratie bourgeoise ont cessé d'être progressifs; que par contre ils sont conservatifs et parfois même franchement réactionnaires. Or, cette affirmation ne correspond à la réalité que partiellement et sous certaines conditions historiques. En réalité, la conquête du pouvoir de la part de la bourgeoisie ne coïncide nulle part avec la réalisation de ses mots d'ordre démocratiques. Au contraire, nous assistons dans l'époque actuelle au fait que dans toute une série de pays le pouvoir de la bourgeoisie n'est possible que sur la base des rapports sociaux et d'institutions semi-féodales. C'est seulement au prolétariat qu'il appartient de détruire ces rapports et ces institutions, c'est-à-dire de réaliser les objections historiques de la révolution bourgeoise. Il est donc possible d'avoir la bourgeoisie au pouvoir et en même temps des mots d'ordre de la démocratie bourgeoise qui sont progressifs et qui, par là, peuvent être repris

par le prolétariat. Cette situation existe non seulement dans les pays coloniaux mais dans beaucoup de pays européens.

Cela ne doit évidemment pas empêcher la critique la plus intransigeante et la plus serrée de la part des communistes, de la démocratie bourgeoise et de ses institutions (parlements, communes, etc...). Les communistes doivent dénoncer ces institutions comme des appareils de la machine gouvernementale bourgeoise et doivent indiquer au prolétariat que sa tâche est de détruire cette machine, y compris les institutions parlementaires républicaines ou monarchistes constitutionnelles; les communistes doivent aussi dénoncer la soi-disant démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise comme dictature « déguisée » de la bourgeoisie et la « volonté populaire » comme une fiction au même titre que « l'unité du peuple ». Mais il serait faux de considérer même la démocratie bourgeoise sans tenir compte des situations historiques concrètes. La démocratie bourgeoise et ses institutions, comme tout autre phénomène, doit être comprise dialectiquement, c'est-à-dire concrètement par rapport à une situation donnée, aux rapports de force donnés entre le prolétariat et les autres classes, au degré de développement de la conscience et de la capacité d'action du prolétariat. Le but du Parti communiste est la destruction de la démocratie bourgeoise et de ses institutions, mais jusqu'au moment où ce but ne peut être atteint, il doit savoir utiliser et l'une et les autres, pour faciliter l'éclaircissement et l'encadrement révolutionnaires des masses; pour les entraîner dans l'action et pour saper aussi de l'intérieur la machine gouvernementale de la bourgeoisie, le Parlement et les institutions municipales comme nous l'apprennent Liebknecht en Allemagne et les bolcheviks de la Douma tsariste jusqu'à l'Assemblée constituante en 1917.

Nous avons donc toute une série de problèmes sur lesquels les désaccords entre l'Opposition de gauche internationale (bolcheviks-léninistes) et la fraction bordiguiste sont profonds. Question nationale, front unique, mots d'ordre démocratiques, ce ne sont, en réalité, que trois différents aspects d'un désaccord, plus profond et qui consiste dans une compréhension différente de la nature et du rôle du parti et de tout le processus de développement de la révolution prolétarienne. Ces désaccords se traduisent inévitablement dans la pratique par des positions différentes et même opposées vis-à-vis des problèmes concrets comme ceux de la révolution chinoise, de la révolution espagnole, de la situation allemande, etc... Ils démontrent que la plateforme de la fraction bordiguiste est différente de celle de l'Opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) et que par là, la coexistence dans la même organisation des deux fractions est nuisible. D'autre part, depuis son inscription formelle au S. I. la fraction bordiguiste n'a pas cessé un instant de se comporter, aussi au point de vue de l'organisation, comme une fraction nettement séparée de l'opposition de gauche internationale, avec son fonctionnement entièrement autonome et sa discipline particulière. C'est pour ces raisons qu'on propose que la fraction bordiguiste soit considérée comme en dehors de l'Opposition de gauche internationale.

Une stratégie de l'action et non des spéculations

Lettre aux amis de Pékin

Quels sont actuellement les principaux éléments de la situation politique en Chine?

Les deux plus importants problèmes révolutionnaires, le problème national et le problème agraire, se sont encore aggravés. L'allure lente et rampante, mais généralement victorieuse de la guerre des paysans atteste que la dictature du Kuomintang s'est avérée incapable de satisfaire les campagnes, non plus que de les intimider. L'intervention japonaise à Changhaï et l'annexion effective de la Mandchourie ont mis en relief la faillite militaire de la dictature du Kuomintang. La crise de pouvoir, qui, au fond, n'a pas cessé un seul instant durant ces dernières années, devait fatalement empirer. La lutte entre les cliques militaires détruit ce qui reste de l'unité du pays.

Si la guerre des paysans a radicalisé les intellectuels qui ont des attaches avec la campagne, l'intervention japonaise, par contre, a donné une impulsion politique à la petite bourgeoisie des villes. Cela n'a fait encore qu'aggraver la crise de pouvoir. Il n'est pas jusqu'à une partie de la bourgeoisie dite « nationale » qui ne tende à en venir à la conclusion que le régime du Kuomintang dévore beaucoup et donne peu. Revendiquer d'en finir avec la période « d'éducation » du Kuomintang, c'est revendiquer de passer de la dictature militaire au parlementarisme.

La presse de l'opposition de gauche a qualifié parfois de fasciste le régime de Tchan-Kaï-Tchek. Cette définition s'est formée du fait qu'en Chine, de même qu'en Italie, le pouvoir militaire-policié est concentré dans les mains d'un seul parti bourgeois, à l'exception de tous les autres partis et, notamment, des organisations ouvrières. Mais après l'expérience des dernières années, expérience que la confusion que les staliniens ont apporté dans la question du fascisme est venue encore compliquer, il ne serait tout de même pas très juste d'identifier la dictature du Kuomintang avec le fascisme. Hitler, de même qu'en son temps Mussolini, s'appuie avant tout sur la petite bourgeoisie contre-révolutionnaire : là est l'essence du fascisme. Le Kuomintang n'a pas ce point d'appui. Alors qu'en Allemagne, les paysans marchent derrière Hitler et, de ce fait, soutiennent indirectement von Papen, en Chine, les paysans font une guerre acharnée à Tchan-Kaï-Tchek.

Le régime du Kuomintang renferme plus de traits bonapartistes que le fascisme : ne possédant pas de base sociale tant soit peu large, le Kuomintang se tient entre la pression des impérialistes et des compradors d'une part, et le mouvement révolutionnaire, d'autre part. Mais le bonapartisme ne peut prétendre à la stabilité qu'une fois la faim agraire des paysans rassasiée. Ce n'est vraiment pas le cas de la Chine. D'où l'impuissance de la dictature militaire qui ne se maintient que grâce à la dispersion de ses ennemis. Mais, sous leur attaque grandissante, elle-même commence à se disloquer.

C'est le prolétariat qui, dans la révolution de 1925-1927, a moralement et physiquement le plus souffert. C'est ce qui explique qu'actuellement les ouvriers sont en retard sur les autres classes et en l'occurrence non seulement sur la petite bourgeoisie, à commencer par les étudiants, mais aussi dans un certain sens sur les paysans. D'autre part, c'est l'évidence même que la troisième révolution chinoise non seulement ne vaincra pas, mais encore ne se produira pas tant que la classe ouvrière ne sera pas entrée de nouveau en lice.

Les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire répondent, on ne peut mieux, à l'état politique pré-révolutionnaire de la Chine.

Que les paysans, quel que soit leur drapeau, combattent pour les buts de la démocratie agraire petite-bourgeoise, c'est ce qui, pour un marxiste, n'a pas besoin d'être démontré. Le mot d'ordre de l'indépendance de la Chine, de nouveau chauffé à blanc par l'intervention japonaise, est un mot d'ordre de la démocratie nationale. L'impuissance de la dictature militaire et la désagrégation du pays entre les cliques militaristes, mettent à l'ordre du jour le mot d'ordre de la démocratie politique.

Les étudiants crient : « A bas le gouvernement du Kuomintang ! » Les groupes d'ouvriers d'avant-garde appuient ce cri de ralliement. La bourgeoisie « nationale » réclame qu'on passe à un régime constitutionnel. Les paysans se révoltent contre le manque de terre, le joug des militaires et des fonctionnaires et les prêts usuraires. Dans ces conditions, le parti du prolétariat ne peut pas préconiser d'autre mot d'ordre politique central

que celui de l'Assemblée nationale (Constituante).

Cela veut-il dire, — demandera-t-on — que nous exigeons du gouvernement actuel la convocation de l'Assemblée nationale ou que nous nous disposons à la convoquer nous-mêmes ? Cette façon de poser la question — du moins dans le stade actuel — est trop formaliste. Pendant un certain nombre d'années, la révolution russe coordonna deux mots d'ordre : « A bas l'absolutisme ! » et « Vive l'Assemblée constituante ». A la question : qui convoquera l'Assemblée constituante, nous avons longtemps répondu : l'avenir le montrera, c'est-à-dire le rapport des forces tel qu'il s'établira dans le processus même de la révolution. Cette manière d'aborder la question reste juste pour la Chine également. Est-ce que le gouvernement du Kuomintang tentera, au moment de disparaître, de convoquer telle ou telle assemblée représentative ; quelle sera l'attitude que nous adopterons à l'égard de celle-ci, c'est-à-dire comment l'utiliserons-nous dans l'intérêt de la révolution, soit que nous boycottions les élections, soit que nous y participions ; est-ce que les masses révolutionnaires réussiront à faire surgir un organisme gouvernemental indépendant qui prendra sur lui de convoquer l'Assemblée nationale ; est-ce que le prolétariat parviendra, dans le processus de la lutte pour les mots d'ordre de la démocratie, à créer ses soviets ; est-ce que ceux-ci ne rendront pas superflue la convocation de l'Assemblée nationale ? C'est ce qu'il est actuellement impossible de prédire. Au demeurant la tâche consiste non pas à faire des pronostics d'almanach, mais à mobiliser les ouvriers autour des mots d'ordre découlant de la situation politique. Notre stratégie est une stratégie de l'action révolutionnaire et non pas des spéculations abstraites.

Aujourd'hui, par la force des choses, l'agitation révolutionnaire est dirigée avant tout contre le gouvernement du Kuomintang. Nous expliquons aux masses que la dictature de Tchankai-Shek est le principal obstacle qui se dresse sur la voie de l'Assemblée nationale et que l'on ne peut nettoyer la Chine des cliques militaristes qu'au moyen de l'insurrection armée. L'agitation verbale et écrite, les grèves, les meetings, les démonstrations, le boycottage, quelles que soient les questions concrètes auxquelles ils sont consacrés, doivent avoir pour corollaire les mots d'ordre : « A bas le Kuomintang, Vive l'Assemblée nationale ! »

Pour arriver à une libération nationale réelle, il faut jeter bas le Kuomintang. Mais cela ne veut pas dire que nous ajournons la lutte jusqu'au moment où le Kuomintang aura été renversé. Plus la lutte contre l'oppression étrangère acquerra d'ampleur, plus le Kuomintang aura des difficultés. Plus nous dresserons les masses contre le Kuomintang, plus la lutte contre l'impérialisme se développera.

Au moment aigu de l'intervention japonaise,

les ouvriers et les étudiants réclameront des armes. A qui ? De nouveau au Kuomintang. Ce serait une absurdité sectaire d'abandonner cette revendication sous prétexte que nous voulons renverser le Kuomintang. Nous voulons le renverser, mais nous n'y sommes pas encore arrivés. Plus énergiquement nous réclamerons l'armement des ouvriers, plus tôt nous y arriverons.

Le parti communiste officiel, malgré son ultra-gauchisme, préconise « la reprise des relations diplomatiques russo-chinoises » : or, ce mot d'ordre s'adresse directement au gouvernement du Kuomintang. Le formuler ne signifie nullement qu'on a « confiance » dans le Kuomintang ; au contraire, ce mot d'ordre a pour but de rendre plus difficile la situation de celui-ci au regard des masses. Certains chefs du Kuomintang ont dû, d'ores et déjà reprendre à leur compte le mot d'ordre du rétablissement des relations avec l'U. R. S. S. Nous savons que chez ces messieurs il y a loin des paroles aux actes. Mais ici comme dans toutes les autres questions, tout dépend de la force qu'atteindra la pression des masses.

Si, sous le fouet de la révolution, le gouvernement du Kuomintang se met à faire des concessions de détail dans la question agraire, essaye de convoquer un semblant d'Assemblée nationale, se voit obligé de donner des armes aux ouvriers ou de reprendre les relations avec l'U. R. S. S., il va sans dire que nous exploiterons aussitôt ces concessions, que nous nous y accrocherons solidement en même temps que nous démontrerons avec juste raison leur insuffisance afin de faire des concessions du Kuomintang une arme pour le renverser. Tel est en général le rapport réciproque des réformes et de la révolution dans la politique marxiste.



L'ampleur que revêt la guerre des paysans ne signifie-t-elle pas que pour les mots d'ordre et les problèmes de la démocratie parlementaire en Chine, il n'y a plus ni temps ni place ? Revenons à cette question.

Si les paysans révolutionnaires chinois appellent aujourd'hui « soviets » leurs organisations de combat, nous n'avons pas de raisons de renoncer à ce nom. Il faut seulement ne pas se griser soi-même de mots. Considérer que le pouvoir soviétique peut être dans des régions essentiellement rurales un pouvoir révolutionnaire conséquent et stable serait faire preuve d'une immense légèreté. Il n'est pas possible d'ignorer l'expérience qu'offre l'unique pays où le pouvoir soviétique a effectivement vaincu. Bien qu'à Pétrograd, Moscou et dans d'autres centres et bassins industriels de Russie, le pouvoir soviétique s'est fermement et constamment tenu depuis novembre 1917, dans toute l'immense périphérie (Ukraine, Caucase du Nord, Transcaucasie, Oural, Sibérie, Asie centrale, Ar-

kangel-Mourmansk), ce pouvoir est apparu et a disparu plusieurs fois non seulement à cause des interventions étrangères, mais aussi par suite des révoltes intérieures. Le pouvoir soviétique chinois a un caractère essentiellement rural, périphérique et manque encore totalement de point d'appui dans le prolétariat industriel. Moins ce pouvoir est stable et sûr, moins il est un pouvoir soviétique.

L'article de Ko-Lin, paru dans la revue allemande *Der Rote Aufbau*, prétend que dans les armées rouges les ouvriers représentent 36 %, les paysans 57 %, les intellectuels 7 %. J'avoue que ces chiffres m'inspirent de sérieux doutes. Si les pourcentages s'appliquent à toutes les forces armées de l'insurrection, forcés qui, au dire de l'auteur, atteignent 350.000 hommes, ils en résulte que l'armée comporte environ 125.000 ouvriers. Si les 36 % ne concernent que les armées rouges, il ressort que sur 150.000 soldats, il y a plus de 50.000 ouvriers. En est-il bien ainsi ? D'autre part, que sont ces ouvriers ? Adhéraient-ils auparavant aux syndicats, au parti et prenaient-ils part à la lutte révolutionnaire ? Mais même cela ne tranche pas la question. En raison de l'absence de fortes organisations prolétariennes, indépendantes dans les centres industriels, les ouvriers révolutionnaires, sans expérience ou trop peu expérimentés, se fondent fatalement dans le milieu paysan et petit-bourgeois.

L'article de Van-Ming, qui a paru au début de l'année dans la presse de P. C., exagère singulièrement, autant que j'en puis juger, l'ampleur du mouvement dans les villes, le degré d'indépendance des ouvriers dans ce mouvement et l'importance de l'influence du parti communiste. Le malheur de la presse officielle actuelle est qu'elle déforme les faits sans pitié au nom de ses intérêts de fraction. Or, il n'est pas difficile de se rendre compte, même par l'article de Van-Ming, que la place dirigeante dans le mouvement qui a commencé l'an dernier en automne appartenait aux étudiants ou en général à la jeunesse des écoles. Les grèves d'universités eurent une importance sensible et plus grande que les grèves d'usines.

Soulever les ouvriers, les grouper, leur donner la possibilité de s'appuyer sur les mouvements national et agraire afin de prendre la tête de l'un et de l'autre : telle est la tâche qui nous incombe. Les revendications immédiates du prolétariat en tant que tel (journal de travail, salaires, droit de coalition, etc.) doivent former la base de notre agitation. Mais cela seul n'est pas suffisant. Trois mots d'ordre seulement peuvent élever le prolétariat au rôle de chef de la nation : *l'indépendance de la Chine, la terre aux paysans pauvres, l'Assemblée nationale*.

Les staliniens s'imaginent que du moment que les paysans insurgés désignent sous le nom de soviets leurs organisations, le stade du parlementarisme révolutionnaire est déjà dépassé. C'est une grave erreur. Les paysans

révoltés ne peuvent servir de point d'appui aux viets du prolétariat que si ce dernier leur démontre pratiquement son aptitude à diriger. Or, sans la direction du prolétariat, le mouvement paysan ne peut qu'assurer l'avantage d'une clique bourgeoise sur une autre pour ensuite se désagréger en fractions provinciales. L'Assemblée nationale, grâce à son importance centralisatrice, constituerait une sérieuse étape dans le développement de la révolution agraire. L'existence des « Soviets » ruraux et des « armées rouges » aiderait aux paysans à élire des représentants révolutionnaires. Ce n'est que par ce moyen que l'on peut dans le stade actuel lier politiquement le mouvement paysan aux mouvements national et prolétarien.

**

Le Parti communiste officiel chinois déclare que son « principal mot d'ordre » est, à l'heure actuelle, celui de la guerre nationale révolutionnaire contre l'impérialisme japonais (voir l'article de Van-Ming dans *l'Internationale Communiste*, n° 1, 1932). C'est là une façon unilatérale et même « aventuriste » de poser la question. Il est certain que la lutte contre l'impérialisme, qui est la tâche essentielle du prolétariat chinois, ne peut être menée jusqu'au bout autrement que par l'insurrection et la guerre révolutionnaire. Mais il n'en découle nullement que la lutte contre l'impérialisme japonais constitue le mot d'ordre central du moment *actuel*. La question devra être résolue sous l'angle international.

Au début de cette année, on estimait dans les milieux de P. C. que le Japon avait entamé son action militaire contre la Chine afin de pousser les choses tout de suite jusqu'à la guerre contre l'Union soviétique. J'écrivis alors qu'il faudrait que le gouvernement de Tokio eût complètement perdu la tête pour courir le risque d'une guerre avec l'Union soviétique sans avoir au préalable tant soit peu consolidé la place d'armes que constitue pour lui la Mandchourie. En réponse à cette appréciation de la situation, les staliniens américains, les plus grossiers et les plus bêtes de tous, déclarèrent que je travaille dans l'intérêt de l'état-major japonais... Et cependant, qu'ont démontré les événements de ces derniers mois ? La peur des milieux dirigeants du Japon devant les conséquences d'une aventure militaire s'est avérée si grande que la clique militaire a dû faire passer de vie à trépas un certain nombre d'hommes d'Etat japonais pour inciter le gouvernement du Mikado à poursuivre jusqu'au bout l'annexion de la Mandchourie. Qu'aujourd'hui encore la guerre contre l'Union soviétique reste une perspective très réelle, cela n'est pas douteux, mais en politique le *temps* a une grande valeur.

Si le gouvernement soviétique estimait que la guerre avec le Japon est *dès maintenant* inévitable, il n'aurait ni le droit, ni la possibilité de faire une politique de paix, c'est-à-

dire une politique d'autruche. En réalité, au cours de l'année, le gouvernement soviétique a conclu un arrangement avec le Japon pour la fourniture du naphte soviétique à la flotte de guerre japonaise. Si la guerre est *dès maintenant* inévitable, fournir du naphte au Japon équivaut à commettre une véritable trahison à l'égard de la révolution prolétarienne. Nous ne discuterons pas ici la question de savoir dans quelle mesure sont justes telles ou telles déclarations et initiatives du gouvernement soviétique. Une chose est claire : contrairement aux staliniens américains dont le zèle dépassait la mesure, les staliniens de Moscou se sont orientés vers la paix avec le Japon et non pas vers la guerre.

La *Pravda* du 24 septembre écrit : « Avec une immense impatience la bourgeoisie mondiale attendait une guerre nippo-soviétique... Mais le fait que l'U.R.S.S. s'est rigoureusement abstenue de s'immiscer dans le conflit sino-japonais et la ferme politique de paix qu'elle suit ont écarté la guerre ». En admettant que l'attitude des braillards américains et autres ait eu un sens politique quelconque, elle n'en avait qu'un seul : ils poussaient le pouvoir soviétique dans la même voie où le poussait la bourgeoisie mondiale. Nous n'entendons pas dire qu'ils servaient consciemment l'état-major japonais. Il nous suffit de constater qu'ils sont incapables de servir consciemment la révolution prolétarienne.

Le prolétariat chinois inscrit sur son étendard non seulement la reprise des relations diplomatiques avec l'Union soviétique, mais aussi la conclusion avec elle d'une étroite alliance offensive et défensive. Cela implique que la politique du prolétariat chinois doit être en conformité avec l'ensemble de la situation internationale et, avant tout, avec la politique de l'Union soviétique. Si le Japon venait aujourd'hui à imposer la guerre à l'Union soviétique, le fait d'entraîner la Chine dans cette guerre devrait être une question de vie ou de mort pour le prolétariat chinois et son parti. Cette guerre ouvrirait devant la révolution chinoise des horizons illimités. Mais dans la mesure où la situation internationale et les conditions intérieures obligent l'Union soviétique à faire en Extrême-Orient de sérieuses concessions pour éviter la guerre, c'est-à-dire pour la différer dans la mesure du possible, et que le Japon ne s'avère pas suffisamment fort pour commencer les hostilités, la guerre contre l'impérialisme japonais ne peut constituer en aucun cas, à l'heure actuelle, le mot d'ordre central de combat du Parti communiste chinois.

**

Van-Ming cite les mots d'ordre suivants de l'opposition de gauche en Chine : « Reconstitution du mouvement de masse », « Convocation de l'Assemblée nationale » et « Reprise des relations diplomatiques entre la Chine et l'Union soviétique ». Sous le simple prétexte

que ces mots d'ordre sont, paraît-il, mal motivés dans un article paru dans l'organe légal de l'opposition, Van-Ming traite l'opposition de gauche en Chine de « groupement contre-révolutionnaire trotskiste-tchendusiste ».

Or, si même on admet que la façon dont les mots d'ordre *révolutionnaires* ont été motivés n'a pas été heureuse, cela ne leur confère pas, pas plus qu'à l'organisation qui les a préconisés, un caractère contre-révolutionnaire. Mais Van-Ming et ses pareils sont obligés de parler de l'esprit contre-révolutionnaire des « trotskistes » s'ils ne veulent pas se voir retirer leurs postes et leurs émoluments.

En même temps qu'ils s'affirment si sévères à l'égard des bolchéviks-léninistes, qui ont prouvé qu'ils ont eu raison tout au long des événements qui se sont déroulés en Chine de 1924 à 1932, les staliniens se montrent on ne peut plus indulgents envers eux-mêmes, c'est-à-dire à l'égard de la chaîne ininterrompue de leurs erreurs.

Dans les jours où le Japon assaillit Changhaï, le Kuomintang préconisait « le front unique des ouvriers, des paysans, des soldats, des marchands et des étudiants pour combattre l'impérialisme ». Mais c'est là le fameux « bloc des quatre classes » de Staline-Martynov ! Depuis la deuxième révolution, l'oppression étrangère en Chine ne s'est pas affaiblie, mais s'est au contraire accrue. L'antagonisme s'est également accentué entre les besoins de l'évolution du pays et le régime de l'impérialisme. Dès lors, tous les vieux arguments staliniens en faveur du bloc des quatre classes ont acquis une double force. Or, cette fois, les staliniens ont interprété la proposition du Kuomintang comme une nouvelle tentative de tromper les masses. Très bien ! Mais ils ont oublié d'expliquer pourquoi, de 1924 à 1927, la direction de l'I. C. a aidé la bourgeoisie chinoise à tromper jusqu'au bout et pourquoi la philosophie qui consistait à être aux petits soins du Kuomintang a trouvé son expression dans le programme de l'I. C. ?

**

Il est évident que nous pouvons et que nous devons préconiser le mot d'ordre de self-gouvernement démocratique, de l'élection des fonctionnaires par le peuple, etc. Le programme de la démocratie constitue, par rapport au régime de la dictature militaire, un grand progrès. Il faut seulement ramener chaque fois les mots d'ordre démocratiques isolés et partiels aux mots d'ordre essentiels et les rattacher aux problèmes du groupement révolutionnaire et de l'armement des ouvriers.

**

La question du « patriotisme » et du « nationalisme », de même que certaines autres questions contenues dans votre lettre, ont plutôt trait à la terminologie qu'au fond des choses. Partisans, par des moyens révolutionnaires,

res, de la libération nationale des peuples opprimés, les bolcheviks soutiennent de toutes leurs forces le mouvement de libération nationale des masses populaires — non seulement contre les impérialistes étrangers, mais aussi contre les exploiters bourgeois à l'intérieur du mouvement national, dans le genre du Kuomintang.

Devons-nous encore introduire le terme « patriotisme », suffisamment discrédité et souillé? J'en doute. Ne faut-il pas voir dans cette tentative une tendance à vouloir s'adapter à l'idéologie et à la terminologie petite-bourgeoise? Si cette tendance venait réellement à se faire jour dans nos rangs, il faudrait la combattre impitoyablement.

**

Beaucoup de questions d'ordre tactique et

stratégique paraîtront insolubles si on les pose d'une manière formaliste. Mais elles se situent tout de suite à leur place si on les pose d'une manière dialectique, c'est-à-dire dans la perspective de la lutte vivante des classes et des partis. C'est dans l'action réelle que la dialectique révolutionnaire s'assimile le mieux. Je ne doute pas que nos camarades d'idées et nos amis chinois, les bolcheviks-léninistes, non seulement discutent avec passion les problèmes complexes de la révolution chinoise, mais encore participent avec non moins de passion à la lutte qui se développe. Nous sommes pour une stratégie de l'action, et non pour des spéculations.

L. TROTSKY.

Prinkipo, le 3 octobre 1932.



Lettres de Chine

I

La politique stalinienne dans la guerre des paysans en Chine

Après son unification, l'opposition de gauche chinoise se heurta à de sérieuses difficultés soulevées par la classe dirigeante : entre autres, la trahison accumula les obstacles devant notre développement. Le camarade Peter, un des militants les plus en vue de l'opposition est mort en prison. Maintenant, aidées par les renégats, l'Association des Chemises Bleues (organisation fasciste clandestine) et la police se sont emparés du camarade Chen Dou Siou et de plusieurs autres militants. Ma prochaine lettre vous donnera là-dessus de plus amples informations. Je veux seulement apporter ici mon point de vue sur l'état de la guerre des paysans en Chine : c'est une question vitale pour la Révolution future.

Comme je commençais cette lettre, j'ai reçu la lettre du camarade Trotsky sur la guerre civile en Chine (22 sept. 1932). Je l'ai lue et relue et suis convaincu de la justesse de ce qu'il y dit. Son analyse répond au développement actuel des détachements paysans. Les nouvelles que vous recevez habituellement aux Etats-Unis ne correspondent pas aux faits : ou elles sont faites de rumeurs répandues par la bourgeoisie, déclarant que Chang Kai Check a remporté de grandes victoires, ou bien elles consistent en rapports grossis par les Staliniens.

Malgré tout, le fait est que les détachements paysans sont à l'heure actuelle affaiblis et que la bourgeoisie a remporté quelques succès dans « l'extermination des bandits rouges ». Le fait suivant en est un exemple clair : pendant la campagne victorieuse contre « la troisième extermination » par les armées blanches, les effectifs de l'armée rouge s'élevèrent à plusieurs dizaines de milliers d'hommes et elle réussit à s'emparer des dépôts d'armes et de munitions appartenant à Chang Kai Check. Mais actuellement, les effectifs sont en déroute, c'est-à-dire que leur force principale s'est fortement affaiblie, surtout quand le gros de ses troupes a subi de lourdes pertes pendant les dernières batailles rangées, sous le feu de l'artillerie lourde et de l'aviation de Chang Kai Check. Une division a aussi subi de fortes pertes dans le Houpeh occidental et a dû abandonner ses anciens cantonnements qu'elle occupait depuis quelques années et chercher un autre champ d'opération. En outre, les forces

du Honan et du Kiangsi ont aussi diminué, et ce n'est que sur la frontière, entre Fukien et Kiangsi, que l'armée rouge continue à remporter victoires sur victoires, grâce aux conflits intérieurs entre les militaires du Kuomintang.

Cependant la situation s'est transformée au désavantage des détachements paysans. Les militaires sont en train d'aplanir leurs conflits sur la base d'avantages réciproques et de s'unir pour anéantir les détachements révolutionnaires. Mais nous sommes convaincus que ce travail du Kuomintang contre l'armée rouge se révélera plus malaisé que celui-ci ne l'imagine. En même temps, l'affaiblissement des détachements paysans rendra plus aiguës et plus sérieuses les contradictions dans les rangs des militaires du Kuomintang.

Les détachements paysans doivent leurs défaites en majeure partie à la légèreté des Staliniens. Tout d'abord, leur évaluation de la situation chinoise actuelle est erronée. Dans la résolution politique de la fin de 1932, le P. C. chinois officiel écrit ceci :

« En évaluant la situation présente, nous devons souligner ce fait que le rapport des forces de classes a subi un changement favorable aux ouvriers et à la paysannerie aussi bien qu'à l'Armée Rouge et au mouvement soviétique. La force de chaque section du Kuomintang s'est affaiblie, tandis que, au contraire, les ouvriers et paysans et le gouvernement soviétique ont accru et consolidé leurs forces. L'armée rouge est devenue une force puissante et le pouvoir des Soviets s'étend sur une population de plusieurs dizaines de millions d'hommes. L'avance des détachements paysans les a amenés à faire le siège de Nanchang, Wutan, Chiang et d'autres villes de chef-lieu ou de demi chef-lieu. La politique poursuivie dans le passé, de ne pas occuper de grandes villes, ne concorde pas avec les faits. Les districts soviétiques développés doivent englober les districts partiellement soviétiques et selon les avantages des conditions politiques et militaires, occuper une ou deux villes centrales importantes. Par là commenceront les premiers succès dans une ou plusieurs provinces. Ceci est maintenant à l'ordre du jour pour le parti tout entier et pour le mouvement soviétique. »

Ici nous demandons aux Staliniens : Est-ce qu'actuellement la force de chaque section du Kuomintang est affaiblie ? Dans mesure l'est-elle ? Mais les Staliniens qui ferment les yeux devant les faits ne les voient pas. Au moment décisif, les militaires du Kuomintang trouvent

toute facilité pour s'unir et engager une attaque brutale contre les forces armées de la paysannerie. Les exagérations des staliniens n'aident en rien les troupes paysannes; elles leurs font au contraire un tort immense.

En second lieu, la ligne politique des Staliniens est de faire cerner la ville par le village, de faire mener le prolétariat par la paysannerie et non la paysannerie par le prolétariat. Les victoires des Staliniens proviennent de l'avance des détachements paysans et non du pouvoir des ouvriers; par suite, les Staliniens guident le parti sur la voie d'un parti paysan.

En outre les fautes politiques exercent une influence sur les défaites militaires. Les Staliniens, pour faire concorder la situation et leur évaluation erronée (premier succès dans une ou plusieurs provinces), renoncent à la tactique de la guérilla, favorable à la guerre de partisans et la remplacent par celle des batailles rangées, défavorables aux détachements paysans, mais chaudement accueillie par Chang Kai Check qui peut ainsi faire jouer un rôle des plus décisifs à son artillerie lourde et à son aviation. Dans la guerre de guérilla, l'artillerie et l'aviation jouent un rôle des plus minces, la première étant d'une action complètement inefficace par son poids énorme et les difficultés de son transport. Les événements du Houpeh occidental et des frontières du Anwei et du Honan l'ont clairement démontré : avant que les détachements paysans n'adoptassent la tactique des batailles rangées, leurs défaites étaient très rares; bien au contraire, ils remportaient toujours des victoires dont même la presse bourgeoise devait rendre compte. La joie de ces triomphes énivra les Staliniens et ils proclamèrent bruyamment l'arrivée d'une situation révolutionnaire qui devait changer la tactique de guérilla en tactique de batailles rangées. Ils réunirent les détachements paysans fragmentaires en un tout (l'armée rouge) et attaquèrent de grandes villes centrales, luttant pour « le premier succès dans une ou plusieurs provinces ». Mais les faits démontrèrent que non seulement l'armée rouge était incapable de porter à l'ennemi le coup fatal, mais encore qu'elle subissait de lourdes défaites et devait se retirer dans le N.-O. de la Chine.

Tout ce que nous avons rapporté ici démontre clairement les erreurs de la ligne politique stalinienne. Naturellement, Staline lui-même démentira cela et dans un avenir assez proche en rendra responsable quelqu'un. Pendant la période de l'opportunisme, le « responsable » fut Chen Dou Siou; pendant la période du putschisme, ce fut Tsiu Tsiu Bo, et en 1929-1930, ce fut la « ligne de Li Li Tsan ». Quel va être le nouveau bouc émissaire? Actuellement nous ne le savons pas encore. Mais le rusé Staline a certainement choisi quelqu'un dont nous apprendrons bientôt le nom. Le fait est que ce qui est appelé Chen-Dou-Siouisme, Tsiu-Tsiu-Boïsme et Li-Li-Sianisme ne sont, pris ensemble, que l'expression réelle de la

propre ligne de Staline. Nous ne prétendons bien sûr pas que Chen-Dou-Siou, Tsiu-Tsiu-Bo et Li-Li-San ne commirent pas d'erreurs, mais leurs erreurs pâlisent devant la « ligne internationale » de la direction stalinienne.

Il est bon de noter que les Staliniens qui accusent l'Opposition de gauche d'être composée de « liquidateurs », ont transporté le Comité Central du Parti chinois dans les districts soviétiques. Cela prouve que les Staliniens ne sont pas des « liquidateurs » mais les porte-bannière du « sauve qui peut ». Ils ont abandonné le prolétariat urbain : cette fuite n'est pas peu de chose, le développement de l'armée rouge a amené les Staliniens à essayer de réaliser la fantaisie du village assiégeant la ville, c'est-à-dire la ligne de la paysannerie « guide » des ouvriers. Quel sera le résultat d'un tel cours? Ceci : le P. C. chinois sera mené par les Staliniens sur la voie d'un parti paysan. Chacun de nous doit en observer le développement avec la plus sérieuse attention.

P. K.

12 décembre 1932.

II

Peïping.

Il y a près d'un mois nous avons reçu la première lettre du camarade Trotsky. Il y a deux semaines nous avons reçu sa deuxième lettre en même temps que la vôtre. Les textes russes ont été traduits en chinois et diffusés parmi les masses révolutionnaires. Nous sommes très heureux d'avoir reçu ces nouveaux précieux écrits.

Avant le 18 septembre 1931, date de l'invasion de l'impérialisme japonais l'année dernière, l'opposition de gauche de la Chine du Nord fut surtout occupée de questions théoriques. Après « l'invasion », nos camarades surgirent ici et là à la tête du mouvement. Notre programme politique fut largement diffusé. Et nous devînmes véritablement « les plus dangereux ennemis du P. C. chinois », ainsi que le disent les staliniens.

Au moment où l'état d'esprit contre l'impérialisme japonais était le plus ardent, la majorité des camarades staliniens coopérèrent avec nous. Ce n'est que lorsque le mouvement anti-impérialiste reflua que les bureaucrates staliniens dirigeants nous considérèrent comme « les ennemis les plus dangereux ». En même temps ils semaient de grandes illusions sur « l'armée rouge » paysanne parmi les masses, tout en continuant leur chemin sur la route de l'aventurisme bureaucratique.

Un certain nombre d'éléments de la nouvelle génération ont rejoint l'opposition de gauche, et combattent énergiquement pour elle. Peu de temps avant l'arrestation de notre camarade Tchen-Dou-Siou, nous gagnâmes de nombreux militants pour le Cercle de Com-

bat marxiste-léniniste. Ce club avait formellement à moitié le caractère d'un Parti, et était surtout composé de camarades sortis de la clique Staline. Mais maintenant ils acceptent pleinement les idées de l'opposition internationale de gauche sous la direction de Trotsky, et ont déclaré leur affiliation officielle à l'opposition de gauche. Ils furent chaleureusement accueillis, et travaillent actuellement avec une nouvelle énergie pour l'opposition de gauche.

Malgré le coup porté par l'arrestation du camarade Tchen-Dou-Siou, le travail de l'opposition de gauche a fait un pas en avant. On a tenu de plus nombreux meetings publics et débats sur les problèmes politiques courants et théoriques. Une discussion intérieure plus approfondie s'est déroulée. De nombreux camarades se sont mis volontairement au travail dans les districts ouvriers. Plus de tracts et de brochures ont été écrits et diffusés. Des masses plus larges ont été initiées au programme de l'opposition de gauche. De

plus grandes sommes d'argent ont été collectées.

Mais nous devons reconnaître que tout cela est loin d'être suffisant. Sous tous les rapports nous devons faire de grands efforts pour nous aligner sur les nécessités objectives, et devenir assez forts pour corriger le cours erroné des staliniens. Nous travaillons actuellement dans des conditions physiques terribles, mais nous sommes certains que « plus grand est l'effort, moins grande est la difficulté ».

Notre organe s'appelle *l'Avant-garde*. Nous en avons actuellement publié 6 numéros. En outre, nous avons un journal ouvrier qui est hebdomadaire, et un hebdomadaire pour les étudiants, dont 4 numéros ont paru. Si vous pouvez trouver un camarade chinois pour vous les traduire, nous vous les enverrons.

*Opposition de Gauche de la
Chine du Nord.*



Les perspectives du marxisme américain

Cher camarade Calverton,

J'ai reçu votre pamphlet : *Pour la révolution*. Je l'ai lu avec intérêt et profit. Vos arguments contre les paladins de la pure réforme sont très convaincants, certains sont même remarquables. Or, si je comprends bien, votre demande, vous voulez de moi non pas des compliments littéraires, mais une appréciation politique. J'irai d'autant plus volontiers au-devant de vos désirs, que les problèmes du marxisme américain acquièrent à l'heure actuelle une importance exceptionnelle.

Par son caractère et sa constitution, votre pamphlet est surtout conçu pour les représentants de la jeunesse universitaire qui réfléchissent. En aucun cas, on ne doit oublier cette jeunesse. Bien au contraire, il faut savoir lui parler dans son propre langage. Toutefois, vous émettez vous-même à maintes reprises l'idée élémentaire pour un marxiste que le renversement du capitalisme ne peut être opéré que par le prolétariat. Vous proclamez avec juste raison que l'éducation révolutionnaire de l'avant-garde de celui-ci est la principale tâche. Or, dans votre pamphlet, je ne trouve pas de pont conduisant à cette tâche, ni même d'indication sur la direction dans laquelle il y a lieu de le chercher.

Est-ce de ma part un reproche? Oui et non. Au fond votre brochure est une réponse à une variété particulière de radicaux petits-bourgeois (en Amérique, ce me semble, ils en sont encore à user le nom de « libéraux ») qui sont prêts à accepter les déductions sociales les plus hardies, à condition que cela ne leur coûte politiquement rien. Socialisme? Communisme? Anarchisme? Très bien, mais pas autrement qu'au moyen de réformes. Réorganiser de haut en bas la société, la famille, la morale? Parfait, mais bien entendu avec la permission de la Maison-Blanche et de Tammany Hall. Contre ces tendances prétentieuses et stériles vous développez, comme je l'ai dit, une argumentation invincible. Mais en l'espèce, le débat prend inévitablement le caractère d'une querelle de ménage dans un club d'intellectuels ayant une aile réformiste et une aile marxiste. Ainsi à Pétersbourg et à Moscou, il y a de cela 30 ou 40 ans, les marxistes universitaires discutaient avec les narodniki universitaires la question de savoir si la Russie doit passer ou non par le capitalisme. Depuis, beaucoup d'eau a coulé!... Le seul fait qu'il soit nécessaire de poser la question comme vous la posez dans votre pamphlet caractérise nettement l'état politique retardataire des Etats-Unis, pays le plus avancé au point de vue technique. Dans la mesure

où il ne vous est pas possible, et d'ailleurs vous n'en avez pas le droit, de vous évader des conditions américaines, mes paroles ne renferment pas de reproche.

Et en même temps ce reproche existe. Car à côté des pamphlets et des clubs où l'on se livre à des discussions académiques « pour » et « contre » la révolution, il y a, dans les rangs du prolétariat américain, malgré l'état retardataire de son mouvement, différents groupements politiques, y compris des groupements révolutionnaires. Vous n'en dites rien. Votre pamphlet ne parle ni du parti dit socialiste, ni du parti communiste, ni des formations intermédiaires, ni à plus forte raison des fractions antagonistes du communisme. Cela veut dire que vous n'appellez personne en quelque lieu que ce soit, pour expliquer l'inéluctabilité de la révolution. Mais l'intellectuel que vous avez convaincu peut tranquillement achever sa cigarette et passer aux affaires courantes. C'est dans cette mesure que mes paroles renferment un élément de reproche.

Je ne mettrais pas ce fait au premier plan s'il ne me semblait pas que votre position politique, autant que je puisse m'en faire une idée par vos articles, est la position typique d'une couche relativement nombreuse et très qualifiée au point de vue théorique d'intellectuels de gauche aux Etats-Unis.

Il est évident qu'on ne saurait considérer le parti des Hillquit-Thomas comme un instrument de la révolution prolétarienne. Sans avoir atteint, même de loin, la puissance du réformisme européen, la social-démocratie américaine s'est assimilée tous les vices de celui-ci. A peine sortie de l'enfance, elle y est retombée. J'espère que vous serez d'accord avec cette analyse. Peut-être même, avez-vous maintes fois porté de semblables jugements.

Or, dans le pamphlet : *Pour la révolution*, vous ne dites pas un mot de la social-démocratie. Pourquoi? Ce me semble, parce que, vous exprimant au sujet de la social-démocratie, vous auriez été obligé de formuler ici-même un jugement sur le Parti communiste. Or ce n'est pas seulement une question épineuse, mais encore une question d'une extrême responsabilité qui impose des obligations et entraîne des conséquences. Peut-être que je fais erreur en ce qui vous concerne. Mais beaucoup de marxistes américains évitent nettement et obstinément de définir leur position de parti. Ils sont censés appartenir aux « amis » de l'Union soviétique, ils « sympathisent » au communisme, écrivent des articles sur Hegel et sur l'inéluctabilité de la ré-

volution — et c'est tout. Or, cela ne suffit pas. Car n'est-il pas vrai que l'instrument de la révolution, c'est le parti?

Je ne voudrais pas que l'on me comprenne mal. Par désir d'esquiver les conséquences pratiques d'une position claire, je n'entends nullement un souci de sécurité personnelle. Certes, le parti communiste effarouche certains quasi-« marxistes » par le fait même qu'il se propose de transporter la révolution des clubs de discussion dans la rue. Mais avec de tels snobs il n'y a pas lieu de discuter au sujet du parti révolutionnaire. Nous avons en vue d'autres marxistes plus sérieux qui ne sont nullement enclins à se laisser effaroucher par l'action révolutionnaire, mais que le parti communiste actuel déconcerte par son bas niveau théorique, sa bureaucratie, son absence d'initiative révolutionnaire réelle. Et en même temps ils se disent que c'est le parti le plus à gauche, le parti lié avec l'Union soviétique, qu'il « représente » en quelque sorte — dès lors peut-on l'attaquer et est-il permis de le critiquer?

Les vices opportunistes et « aventuristes » de l'actuelle direction de l'I. C. et de sa section américaine sont trop évidents pour qu'il soit besoin d'y insister; de toute façon, il est impossible, et d'ailleurs inutile, de répéter dans le cadre de cette lettre ce qui a été dit sur ce thème dans une série d'autres travaux (1). Toutes les questions de doctrine, de stratégie, de tactique et d'organisation ont réussi à faire l'objet de désaccords profonds dans le mouvement communiste. Il s'est formé trois tendances fondamentales qui sont arrivées à se manifester dans les événements et les problèmes grandioses de ces dernières années. La lutte entre elles a pris un caractère d'autant plus aigu que dans l'Union soviétique tout désaccord avec le groupe actuellement dirigeant aboutit à l'exclusion immédiate du parti et à la répression gouvernementale. Les intellectuels marxistes des Etats-Unis, comme de tous les autres pays, sont placés devant l'alternative soit de soutenir sans broncher l'Internationale communiste telle qu'elle est, soit d'être rangés dans le camp de la contre-révolution et du « social-fascisme ». Une partie des intellectuels choisit la première voie, c'est-à-dire suit les yeux fermés, ou à moitié, le parti officiel; l'autre fraction erre sans avoir de point d'attache de parti, défend où elle peut l'Union soviétique contre les calomnies et fait une propagande abstraite en faveur de la révolution sans indiquer par quelle porte il faut aller à sa rencontre.

Au fait, la différence entre ces deux groupes n'est pas tellement grande. Là-bas comme ici, on renonce à se faire une opinion propre

et à lutter courageusement pour elle; or c'est par là que commence un révolutionnaire. Dans les deux cas, nous avons devant nous un type de compagnon de route et non un constructeur actif du parti du prolétariat. Certes un compagnon de route est mieux qu'un ennemi. Mais un marxiste ne peut être un compagnon de route de la révolution. Par surcroît, l'expérience historique montre qu'au moment le plus décisif, la violence de la lutte rejette la majeure partie des compagnons de route intellectuels dans le camp ennemi. S'il leur arrive de revenir, ce n'est que lorsque la victoire est acquise. Maxime Gorki en est l'exemple le plus éclatant, mais il n'est pas le seul. L'appareil soviétique actuel renferme, on peut même dire jusqu'aux cimes de ses sommets, un pourcentage considérable d'hommes qui, il y a quinze ans de cela, étaient ouvertement de l'autre côté de la barricade d'Octobre.

Est-il besoin de rappeler que le marxisme ne permet pas seulement d'expliquer le monde, mais enseigne encore la manière de le transformer? La volonté est également un élément moteur dans le domaine de la connaissance. Le marxisme n'explique d'une manière juste la réalité politique qu'aussi longtemps qu'il tend à la transformation révolutionnaire de celle-ci. Le marxiste qui, pour telles ou telles raisons secondaires, ne va pas jusqu'au bout de ses conclusions, trahit le marxisme. Regarder au-dessus des différentes fractions du communisme afin de ne pas s'engager et de ne pas se compromettre, c'est ignorer le travail, qui, à travers tous les antagonismes, forme l'avant-garde de la classe; c'est se couvrir, comme d'un bouclier, par une abstraction de révolution contre les coups et les meurtrissures du processus révolutionnaire réel.

Si les formalistes bourgeois de gauche défendent sommairement la République des Soviets telle qu'elle est, ils font une chose louable et un progrès. Pour un marxiste révolutionnaire, cela est tout à fait insuffisant. Le problème de la révolution d'Octobre — ne l'oubliez pas! — n'est pas encore résolu. Seuls des perroquets peuvent se consoler en répétant: « la victoire est assurée ». Non, elle ne l'est pas! La victoire est un problème de stratégie. Il n'y a pas de livre dans lequel serait tracée d'avance l'orbite exacte du premier Etat ouvrier. Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de tête qui renfermerait une formule toute prête de la société socialiste. Les voies de l'économie et de la politique, il faut encore les déterminer dans la pratique, les préparer collectivement, c'est-à-dire par le heurt incessant des idées. Le marxiste qui se contente de « sympathiser » sommairement, sans prendre part à la lutte qui se livre autour des questions de l'industrialisation, de la collectivisation, du régime à l'intérieur du parti, etc., n'est pas au-dessus des informateurs bourgeois « progressistes » genre Duranty, Louis Fisher, etc.,

(1) Je me permets de renvoyer au journal hebdomadaire *Militant*, publié à New-York, et à une série de livres et de brochures édités par Pioneer Publishers. Le journal et la maison d'éditions appartiennent à la Ligue communiste américaine (126 East, 16 Street, New-York City).

il est au contraire au-dessous, car il abuse du titre de révolutionnaire.

Eluder les réponses directes, jouer à cache-cache avec les grands problèmes, se taire et attendre ou, pire encore, se tranquilliser en se disant que la lutte actuelle dans le bolchévisme est soi-disant une question d'« ambitions personnelles », c'est cultiver la paresse d'esprit, s'abandonner aux plus mauvais préjugés de l'esprit philistin et se condamner à la prostration. A ce sujet, je voudrais espérer qu'il n'y aura pas de désaccords entre nous.

La politique du prolétariat a une longue tradition théorique et là est une des raisons de sa force. Le marxiste cultivé étudie les désaccords qui surgirent entre Engels et Lassalle au sujet de la guerre européenne de 1859. Cela est nécessaire. Mais s'il s'agit non d'un pédant de l'historiographie marxiste, non d'un rat de bibliothèque, mais d'un révolutionnaire prolétarien — il est mille fois plus important et plus urgent qu'il se fasse un jugement indépendant sur la stratégie révolutionnaire en Chine de 1925 à 1932. C'est précisément sur cette question que la lutte à l'intérieur du bolchévisme s'est aggravée pour la première fois jusqu'à la rupture. On ne peut pas être marxiste sans prendre position dans la question dont dépend le sort de la révolution chinoise et, du même coup, de la révolution hindoue, c'est-à-dire l'avenir de presque la moitié de l'humanité!

Il est très utile, par exemple, d'étudier les anciennes divergences des marxistes russes sur le caractère de la future révolution russe — bien entendu en remontant aux sources et non pas en se servant des compilations ignares et de mauvaise foi auxquelles ont procédé les épigones. Toutefois, il est infiniment plus important de se faire une idée claire de la théorie et de la pratique du Comité anglo-russe, de la « troisième période », du « social-fascisme », de la « dictature démocratique » en Espagne et de la politique du front unique. Après tout, l'étude du passé se justifie par le fait qu'elle aide à s'orienter dans le présent.

Un théoricien marxiste ne peut pas passer à côté des congrès de la Première Internationale. Mais il est mille fois plus urgent qu'il étudie les désaccords palpitant d'intérêt auxquels a donné lieu le congrès d'Amsterdam « contre la guerre » en 1932. Que vaut en réalité une « sympathie » sincère et vibrante pour l'Union soviétique, si elle s'accompagne d'indifférentisme à l'égard des méthodes de défense de celle-ci? Y a-t-il aujourd'hui pour le révolutionnaire un sujet plus important, plus empoignant, plus brûlant que la lutte et le destin du prolétariat allemand? Peut-on, d'autre part, définir son attitude à l'égard des problèmes de la révolution allemande, en laissant dans l'ombre les désaccords qui existent dans le camp du communisme allemand et du communisme international? Le révolutionnaire qui n'a pas d'opinion sur la politique de Staline-Thaelmann n'est pas un marxiste.

Le marxiste qui a une opinion, mais qui se tait, n'est pas un révolutionnaire.

Il ne suffit pas de faire de la propagande en faveur de la technique. Il faut construire le pont. Que penserait-on d'un jeune chirurgien qui, au lieu de travailler dans une salle d'opérations, se contenterait de lire la vie des grands chirurgiens d'autrefois? Qu'est-ce que Marx aurait dit d'une théorie qui, au lieu de développer la pratique révolutionnaire, aurait servi à en séparer? Il est très probable qu'il aurait répété sa phrase sarcastique: « Non, je ne suis pas marxiste ».

Tout montre que la crise mondiale actuelle posera un immense jalon sur la route historique des Etats-Unis. De toute façon, le provincialisme américain avec sa suffisance touche à sa fin. Les lieux communs dont s'alimentait la pensée politique américaine dans toutes ses ramifications sont usés jusqu'au bout. Toutes les classes ont besoin d'une nouvelle orientation. On est à la veille d'un renouvellement radical non seulement du capital circulant, mais aussi du capital fixe de l'idéologie politique. Si les Américains sont restés si obstinément en retard dans le domaine de la théorie socialiste, cela ne veut pas dire qu'ils doivent le rester toujours. On peut sans risque faire le pronostic inverse: plus longtemps les yankees se sont contentés des hautes idéologiques des temps passés, plus puissante sera, en Amérique, l'ampleur de la pensée révolutionnaire lorsque, enfin, son heure sonnera. Or cette heure est proche. Un essor qui, dans les dix années qui viennent, portera la théorie révolutionnaire à une nouvelle hauteur peut être attendu de deux côtés: de l'Orient asiatique et de l'Amérique.

Le mouvement prolétarien a déplacé plusieurs fois en l'espace d'un peu plus de cent ans son centre de gravité national. L'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Russie — tel a été l'ordre historique dans le changement de siège du socialisme et du marxisme. L'hégémonie révolutionnaire actuelle de la Russie peut le moins prétendre à un caractère durable. Le fait même de l'existence de l'Union soviétique, surtout jusqu'à la victoire du prolétariat dans un des Etats avancés, a bien entendu une importance incalculable pour le mouvement ouvrier de tous les pays. Mais l'influence directe de la fraction qui, à Moscou, dirige l'Internationale communiste est d'ores et déjà devenue un frein pour le développement du prolétariat mondial. L'hégémonie idéologique fécondante du bolchévisme a été remplacée, ces dernières années, par le joug opprimant de l'appareil. Il n'est pas besoin de démontrer les conséquences désastreuses de ce régime: il suffit de montrer du doigt la direction du Parti communiste américain. Se libérer d'une équipe bureaucratique sans idée est devenu une question de vie ou de mort pour la révolution et le marxisme.

Vous avez parfaitement raison de dire que l'avant-garde du prolétariat américain doit pouvoir s'appuyer également sur les traditions

révolutionnaires de son propre pays. Dans un certain sens, on peut admettre le mot d'ordre : « américaniser » le marxisme. Cela ne veut pas dire évidemment que l'on doit en reviser les bases et les méthodes. La tentative de M. Eastman de jeter par-dessus bord la dialectique matérialiste au profit de l'« art ingénieur » de la révolution constitue une entreprise manifestement sans espoir et, par ses conséquences éventuelles, une entreprise rétrograde. Le système marxiste a pleinement subi l'épreuve de l'histoire. C'est précisément aujourd'hui, à l'époque du déclin capitaliste — époque de guerres et de révolutions, de tempêtes et de secousses — que la dialectique matérialiste découvre entièrement sa force invincible. Américaniser le marxisme, c'est lui faire prendre racine dans le sol américain, c'est élaborer par ses méthodes les problèmes de l'économie et de la politique américaines, assimiler l'expérience révolutionnaire mondiale sous l'angle des objectifs de la révolution américaine. Travail immense ! Il est temps de s'y mettre en retroussant ses manches.

A propos des grèves aux Etats-Unis où l'on avait transporté le centre en désagrégation de la Première Internationale, Marx écrivait le 27 juillet 1877 à Engels : « Ça y chauffe et le transfert du centre de l'Internationale aux Etats-Unis se justifie en fin de compte pleinement ». Quelques jours après Engels lui répondait : « Il y a seulement douze ans que l'esclavage est aboli et le mouvement atteint déjà cette acuité ! » Marx et Engels se sont trompés tous les deux. Mais de même que dans les autres cas, ils se sont trompés dans le rythme et non pas dans la direction. Il est certain que « ça chauffe » sérieusement de ce côté de l'océan ; le changement radical qui s'opère dans l'évolution du capitalisme américain entraînera forcément un épanouissement de la pensée critique et collectiviste ; et peut-être qu'un délai pas tellement grand nous sépare du moment où le foyer théorique de la révolution internationale sera transplanté à New-York.

En vérité, les marxistes américains voient s'ouvrir devant eux des perspectives grandioses et impressionnantes !

Salut sincère.

L. TROTSKY.

Prinkipo, le 4 novembre 1932.

Sur Max Eastman

Prinkipo, le 3 janvier 1933.

A la rédaction du « Militant ».

Chers camarades,

Dans les derniers temps, j'ai eu des occasions multiples de me convaincre que Max Eastman mène une lutte systématique contre la dialectique matérialiste, cette base philosophique fondamentale du marxisme et du communisme scientifique. Par son contenu et ses tendances théoriques, cette lutte ne se distingue en rien des autres sortes de révisionnisme petit bourgeois, à commencer par le révisionnisme de Bernstein (dans sa partie philosophique-théorique). Si, en outre, Eastman conserve sa sympathie ardente pour la Révolution d'octobre et même pour l'opposition de gauche, cette inconséquence criante est, il est vrai, subjectivement pour lui honorable, toutefois elle n'élève pas d'un iota la valeur de sa critique du marxisme.

Je pourrais abandonner en silence à son sort mérité l'espèce de révisionnisme qui vient de Croton si des liens personnels et littéraires assez anciens ne m'unissaient à Eastman même. Récemment, Eastman a traduit en langue anglaise trois volumes de mon *Histoire de la Révolution*. Il est universellement reconnu qu'il a réalisé ce grand travail d'une façon éminente. Je lui en ai exprimé ma reconnaissance sincère et je suis prêt à le répéter ici. Mais aussitôt qu'Eastman cherche à traduire la dialectique marxiste dans la langue de l'empirisme vulgaire, son travail provoque en moi un sentiment directement opposé à la reconnaissance. Dans le but d'éviter tout doute ou tout malentendu, j'estime mon devoir de le porter à la connaissance de tous.

Avec mes saluts communistes.

L. TROTSKY.

Lettre d'U.R.S.S.

EMPIREMENT DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE

(Lettre de Moscou)

I

Le plus difficile à présent, c'est que les ouvriers ont perdu l'intérêt pour leurs tâches de production. Jour après jour se posent impérieusement devant eux les mêmes questions maudites : où se procurer des vivres ? Où trouver une chemise, des chaussures, etc. ? A la chasse aux choses indispensables à la vie personnelle et familiale, les ouvriers se rendent d'entreprise en entreprise, de ville en ville. C'est la base unique, cependant complètement insuffisante, de la fluctuation ouvrière et de la désorganisation de la vie industrielle. La bureaucratie cherche à présent à maîtriser la fluctuation par des mesures draconiennes. Il y a quelques jours on fit connaître dans les entreprises un nouveau décret selon lequel l'ouvrier ou l'employé qui, sans motif sérieux, vient à manquer un jour perd le logement dépendant de l'entreprise et la carte de vivres. L'annonce de ce décret et le discours d'explication furent accueillis dans notre entreprise par un silence profond et renfrogné. Pas un mot en faveur du décret de la part des ouvriers ! Tandis cependant que, dans les premières années du plan quinquennal, la couche dirigeante des ouvriers était à accepter et à approuver les mesures les plus rigoureuses contre les tire-au-flanc. L'état d'esprit des ouvriers était si sombre que même l'homme de paille désigné par avance par la cellule pour intervenir resta longtemps sans se décider à parler ; c'est seulement après l'appel direct par le président qu'il s'acquitta de son obligation officielle. Dans d'autres entreprises et fabriques on pouvait observer le même tableau en général, avec seulement de faibles différences. Partout on percevait des plaintes violentes des ouvriers : dans les entreprises, dans les rues, dans les restaurants, dans les trams... Les communistes n'entreprennent pas d'y faire des objections, même si les accusations prennent un caractère très aigu. Mais aussi, objecter quoi ? Un sentiment d'impuissance paralyse même les plus actifs et les plus dévoués.

Les ouvriers n'ont pas reçu de viande depuis les journées de fête de novembre ; également pas de graisse ; pas un gramme d'huile alimentaire. A la place de sucre qui n'existe pas en général, on a distribué un peu de bonbons. Un à deux kilos de pomme de terre par mois, et le Soviet de Moscou aussi donne environ la même chose. Cependant, on peut acheter certaines choses sur le marché. Mais à quel prix ! La viande, 24 à 26 rouble le kilo ; 800 grammes de

pain blanc, 5 roubles ; le kilo d'huile, 30 roubles ; le saucisson, 16 roubles le kilo. Même les fèves coûtent 40 à 50 kopeks pièce.

Lorsqu'on légalisa le marché libre, on déclara que le but en était de diminuer les prix des vivres par le commerce direct entre les membres des kolkhoses et les ouvriers. En réalité il se produisit quelque chose de directement opposé. Il ne suffisait pas que les prix du marché libre soient absolument inaccessibles aux ouvriers. Car aussi les produits destinés à la répartition parmi les ouvriers par les coopératives rattachées, par des voies illégales, tombent assez souvent aujourd'hui au marché dans les mains de spéculateurs, qui travaillent en liaison avec les coopératives et d'autres bureaucrates et partagent avec eux les bénéfices. La différence énorme entre les prix du marché libre et les prix taxés se tourne ainsi toujours plus contre les ouvriers, car elle aspire les marchandises hors des canaux de l'approvisionnement ouvrier. Il faut encore ajouter que les pires éléments de la bureaucratie et des coopératives qui s'enrichissent sur le dos des ouvriers se montrent, à chaque occasion opportune, comme les champions passionnés et fermes de la « ligne générale » actuelle. Le travailleur voit parfaitement cela.

Un symptôme éclatant de l'aggravation de la situation économique est le fait que, dans les tous derniers temps (novembre et première moitié de décembre) une réduction prononcée de toutes les normes de l'« Insrab » (service d'approvisionnement pour étrangers), c'est-à-dire un empirement de la situation matérielle des spécialistes étrangers fut effectué. Que ceci fut fait à la suite du manque absolu de vivres ou pour ne pas trop irriter les spécialistes et ouvriers russes, la différence n'est pas grande. Les Allemands et les Autrichiens se sont adressés à leur représentations avec prière d'intervenir pour améliorer leur situation. Le mécontentement parmi les étrangers est très grand. Beaucoup retournent dans leur foyer.

Je ne vous raconterai pas les sombres anecdotes qui circulent dans de larges cercles de petits bourgeois mais aussi d'ouvriers ni même ces sombres refrains populaires chantés par des adolescents, parfois aussi par des enfants, dans les quartiers ouvriers. Si l'on compare l'état d'esprit des deux premières années du plan quinquennal où la vie n'était pas non plus très rose à celui qui existe maintenant, on se demande involontairement : si l'on avait confié la direction de la réalisation du plan quinquennal à nos ennemis de classe, à des saboteurs malveillants, pouvaient-ils obtenir des résultats pires que ceux que les stalinistes ont obtenus ? Que faut-il encore ajouter à cela ? C'est très pénible...

N.

Sur la biographie politique de Staline

Huit années de lutte depuis la mort de Lénine, huit années de lutte contre Trotsky, huit années de régime des épigones — d'abord des « trois », ensuite des « sept », et enfin de l'« unique » — toute cette période importante de décadence de la Révolution, de son reflux à l'échelle internationale, de sa dégénérescence théorique, nous ont conduit à un point éminemment critique. Le triomphe bureaucratique de Staline est l'expression d'un grand chapitre historique et annonce en même temps que cette bureaucratie sera inévitablement bientôt vaincue. La culmination du bureaucratisme est le signal de sa crise. Celle-ci peut être beaucoup plus rapide que la croissance et l'essor du bureaucratisme. Le régime du national-socialisme et son héros subiront non seulement les coups des contradictions intérieures, mais aussi ceux du mouvement révolutionnaire international. La crise mondiale engendre une nouvelle série de secousses. L'avant-garde prolétarienne n'étouffera pas et ne peut pas étouffer dans l'étau de la direction de Molotov. La responsabilité personnelle de Staline est pleinement engagée. Déchirements et doutes se sont emparés de l'âme des mieux dressés. Mais Staline ne peut donner plus qu'il ne possède. Une chute l'attend qui peut être d'autant plus impétueuse, que son essor avait eu un caractère artificiel.

En tout cas, Staline est la figure centrale de la période de transition actuelle. En liaison avec le 16^e Congrès du P. C. R., la caractéristique de Staline est du plus grand intérêt politique. Ce numéro du *Bulletin* (1) est consacré dans une mesure importante à la caractéristique du dirigeant de l'appareil en tant que politicien et théoricien.

Dans ce qui suit nous voulons donner quelques matériaux pour la biographie politique de Staline. Notre documentation est extrêmement incomplète. Nous choisissons l'essentiel de ce qui se trouvait dans nos archives. Pour le moment il nous manque des matériaux et documents importants et même essentiels. Durant ces dernières années, Staline a soigneusement recueilli tous les matériaux venant des archives de la police et contenant les lettres et documents de révolutionnaires, interceptés et copiés au cours de dizaines d'années et à l'aide desquels il a pu tenir en main des amis trop peu sûrs, jeter la suspicion sur des adversaires et — surtout — se préserver lui-même et ceux qui pensent comme lui de la publication de telle ou telle citation ou épi-

sode, propre à porter un coup à la fausse unité de la biographie construite artificiellement. Nous ne possédons pas ces documents. Dans l'appréciation des matériaux que nous donnons plus loin, il faut toujours avoir en vue l'état grandement incomplet de notre matériel.



I. — Le 23 décembre 1925, les amis les plus proches de Staline publièrent dans le journal du Parti *Zaria Vostoka* (*L'Aurore de l'Est*) le rapport de gendarmerie suivant, qui se rapporte à l'année 1903 :

« Selon des rapports de police qui me sont parvenus récemment, Djougatchvili était connu dans l'organisation sous le surnom de « Soro » et « Koba » ; il travaillait depuis 1902 dans l'organisation du parti social-démocrate, d'abord comme menchevik, ensuite comme Bolchevik, et était propagandiste et dirigeant du premier rayon (rayon des cheminots). »

A notre connaissance, aucune réfutation n'est parue en quelque endroit que ce soit au sujet de ce rapport de gendarmerie sur Staline, publié par ses partisans. Il en ressort que Staline a commencé son travail en tant que menchevik.

II. — En 1905, Staline appartenait aux bolcheviks et prit une part active à la lutte. Quelles étaient ses opinions et quelle fut son activité en 1905 ? Quelles furent ses idées sur le caractère et les perspectives de la révolution ? A notre connaissance, il ne circule à ce sujet aucun document. Aucun article, discours ou résolution de Staline ne fut reproduit. Pourquoi ? Evidemment parce que la reproduction des articles ou lettres de Staline de cette période, ne pourrait que nuire à sa biographie politique. Rien d'autre ne peut expliquer l'opiniâtre manque de mémoire de l'ancien « dirigeant ».

III. — En 1907, Staline participe à l'expropriation de la banque de Tiflis. Les mencheviks, à la suite des philistins petits-bourgeois, s'indignaient grandement de ces méthodes de « conjuration » du bolchevisme et de son « anarcho-blanisme ». Envers cette indignation une seule attitude est possible : le mépris. La participation à cette attaque audacieuse, bien que seulement partielle contre l'ennemi, est tout à l'honneur de la décision révolutionnaire de Staline. Cependant, il faut s'étonner que ce fait ait été lâchement écarté de toutes les biographies officielles de Staline. Serait-ce au nom de l'honorabilité bureaucratique ? C'est plutôt pour des raisons politi-

(1) Cet article parut primitivement dans le n° 14 du *Bulletin de l'Opposition russe* (août 1930).

ques. Si la participation à l'expropriation ne peut en soi nullement compromettre un révolutionnaire aux yeux des révolutionnaires, la fausse appréciation politique de la situation d'alors, cependant, compromet Staline en tant que politicien. Certains coups contre des institutions, y compris les coffre-forts de l'ennemi, ne sont compatibles qu'avec l'attaque massive, c'est-à-dire, avec l'essor de la révolution. Lorsqu'il y a retraite des masses, des coups de partisans partiels, isolés, dégénèrent inévitablement en aventures et conduisent à la démoralisation du Parti. En 1907, la révolution était en reflux et les expropriations dégénéraient en aventures. En tous cas, Staline a montré à cette époque qu'il ne savait pas distinguer le flux du reflux. Par la suite, il révéla plus d'une fois son incapacité à s'orienter politiquement sur une large échelle. (Esthonie, Bulgarie, Canton, la troisième Période.)

IV. — Depuis la première révolution, Staline mène la vie d'un révolutionnaire professionnelle. Prison, exil, fuite. Mais sur toute la période de réaction (1907-1911) nous ne trouvons pas un seul document — article, lettre, résolution — dans lequel Staline formulerait son appréciation de la situation et des perspectives. Il est impossible que de tels documents n'existent pas. Il est impossible qu'il n'en ait pas conservé, ne serait-ce que dans les archives du département de la police. Pourquoi ne paraissent-ils pas dans la presse ? La raison est tout à fait claire : ils ne sont pas appropriés à renforcer la caractéristique insipide d'infailibilité théorique et politique, que l'appareil a forgé à Staline, c'est-à-dire s'est forgé à soi-même.

V. — Une seule lettre de cette période est tombée par mégarde entre les mains de la presse — et cette lettre confirme entièrement notre affirmation.

Le 24 janvier 1911, Staline écrivit à des amis, une lettre de la déportation, qui tomba entre les mains de la police. D'une manière tout à fait absurde et servile, la rédaction de *Zaria Vostoka* publia cette lettre le 23 décembre 1925. Voici ce qu'écrivit Staline :

« Nous avons évidemment entendu parler de la « tempête dans un verre d'eau » de l'étranger : le bloc Lénine-Plékhanov d'un côté, et celui de Trotsky-Martov-Bogdanov de l'autre. A ma connaissance l'attitude des ouvriers est favorable au bloc des premiers. Mais d'une manière générale les ouvriers commencent à regarder d'un œil désapprobateur de l'autre côté de la frontière : « qu'ils grimpent en haut des murs tant qu'ils voudront ; mais à notre avis, celui qui tient aux intérêts du mouvement doit travailler, le reste s'arrangera ». Cela est, je pense, pour le bien du mouvement. »

Ce n'est pas ici l'endroit d'examiner dans quelle mesure Staline détermine d'une manière juste la composition des blocs. Ce n'est pas là la question. Lénine menait une lutte

acharnée contre les légalistes, les liquidateurs et les opportunistes, pour la perspective d'une deuxième révolution. C'est au fond cette lutte qui déterminait tous les groupements étrangers. Comment le bolchevik Staline appréciait-il ces luttes ? De la manière la plus irrémédiablement empirique, comme un praticien sans principe : « Tempête dans un verre d'eau, qu'ils grimpent en haut des murs, travaille — le reste s'arrangera ». Staline salue l'indifférence théorique et le semblant de supériorité des praticiens à courte vue sur les théoriciens révolutionnaires. « Cela est, je pense, pour le bien du mouvement », écrit-il à l'adresse de cet état d'esprit, qui fut caractéristique de la période de réaction et de déclin. Dans la personne du bolchevik Staline, nous n'avons donc pas même à faire au conciliationisme politique, — car le conciliationisme fut une tendance idéologique, s'efforçant à se créer une plate-forme de principe — nous avons à faire à un empirisme aveugle, allant jusqu'au mépris complet des problèmes de principe de la révolution.

Il n'est pas difficile de s'imaginer le lavage de tête que reçut la malheureuse rédaction de *Zaria Vostoka* à la suite de la publication de cette lettre, et les mesures qui furent prises à l'échelle russe entière pour qu'à l'avenir de telles lettres ne surgissent plus.

VI. — Dans un rapport fait au septième plénum du C. E. de l'I. C. (1926), Staline caractérise de la manière suivante le passé du parti :

« Si nous prenons l'histoire de notre parti à partir du moment de sa fondation sous la forme du groupe des bolcheviks, en 1903, et si nous poursuivons ses étapes jusqu'à aujourd'hui, alors on peut dire sans exagération, que l'histoire de notre parti est l'histoire de la lutte des oppositions à l'intérieur du parti. Il n'y a et il ne peut y avoir de ligne « moyenne » dans les questions de caractère principal. »

Ces paroles dignes d'estime sont dirigées contre le « conciliationisme » idéologique à l'adresse de ceux contre qui Staline menait la lutte. Mais cette formulation abstraite de l'implacabilité idéologique est en contradiction complète avec la physionomie politique et le passé politique de Staline. En tant qu'empirique il ne donnait à son conciliationisme aucune expression principielle.

VII. — En 1912, Staline collaborait au journal légal des bolcheviks *Svezda* (L'Etoile). La rédaction de Pétersbourg étant en lutte ouverte contre Lénine, ce journal représentait au début un organe conciliateur. Nous reproduisons ici ce qu'écrivait Staline dans l'article programmatique de la rédaction :

« ... nous serons satisfaits si le journal réussit, SANS TOMBER DANS L'ARDEUR POLÉMIQUE DES DIFFÉRENTES FRACTIONS, à défendre avec succès les trésors spirituels de la démocratie conséquente à laquelle veulent porter atteinte aussi bien les ennemis déclarés que les faux

amis. » (*Revoluzia i WKP* (B), *matériels et documents*, vol. 5, p. 161-162.)

La phrase concernant « l'ardeur polémique des différentes (!) fractions » est entièrement dirigée contre Lénine, contre sa « tempête dans un verre d'eau » contre sa disposition constante « à grimper en haut du mur » dans une quelconque « ardeur polémique ».

L'article de Staline coïncide donc parfaitement avec les tendances conciliatrices-vulgaires de la lettre de l'année 1911 citée plus haut, et contredit complètement la déclaration ultérieure sur l'inadmissibilité d'une ligne moyenne dans les questions à caractère de principe.

VIII. — Dans l'une des biographies officielles de Staline on dit :

« En 1913 il fut de nouveau déporté à Turukhansk, où il resta jusqu'en 1917. » Le numéro de la *Pravda* consacré à l'anniversaire de Staline, s'exprime de même : « Staline passe les années 1913, 14, 15, 16 en déportation à Turukhansk. » (*Pravda* du 21 décembre 1929). Pas un mot de plus. C'étaient les années de la guerre mondiale, de la ruine de la deuxième Internationale, de Zimmerwald, de Kienthal, de la lutte idéologique la plus profonde dans le socialisme. Quelle part Staline prit-il dans cette lutte ? Quatre années de déportation auraient dû être des années de travail idéologique acharné. Les déportés rédigeaient dans ces conditions des journaux, écrivent des études, élaborent des thèses et des plate-formes, échangent des lettres polémiques, etc... Il ne se peut pas que dans les quatre années de déportation, Staline n'ait rien écrit sur les problèmes fondamentaux de la guerre, de l'Internationale et de la Révolution. Cependant, nous chercherions en vain des traces quelconques d'un travail idéologique de Staline, datant de ces quatre années importantes.

Comment expliquer cela ? Il est évident que s'il existait une seule ligne dans laquelle Staline formulerait l'idée de la défaite ou la nécessité d'une nouvelle internationale, cette ligne serait depuis longtemps imprimée, photographiée, traduite dans toutes les langues et enrichie de commentaires savants de toutes les académies et de tous les instituts. Mais une telle ligne ne s'est pas trouvée. Cela signifie-t-il que Staline n'a vraiment rien écrit ? Non, ce n'est pas cela. Ce serait tout à fait invraisemblable. Mais cela signifie que dans tout ce qu'il a écrit au cours de ces quatre années, il ne s'est rien, décidément rien, trouvé qui puisse servir aujourd'hui à relever sa réputation. On constate donc que les années de guerre pendant lesquelles furent forgés les idées et les mots d'ordre de la Révolution russe et de la troisième Internationale, constituent dans la biographie idéologique de Staline un espace vide. Il est plus que probable que pendant ce temps il disait et écrivait : « Laissez-les là-bas grimper au mur et organiser des tempêtes dans un verre d'eau. »

IX. — A la mi-mars 1917, Staline arrive à Pétrograd avec Kamenev. La *Pravda*, sous la direction de Molotov et de Chliapnikov, a un caractère indéfini, primitif, mais toutefois de « gauche », et dirigé contre le gouvernement provisoire. Staline et Kamenev écartent l'ancienne direction, parce qu'elle est trop à gauche et prennent une position entièrement opportuniste dans l'esprit des mencheviks de gauche : a) soutien du gouvernement provisoire, dans la mesure où... ; b) défense guerrière de la révolution (c'est-à-dire de la république bourgeoise) ; c) fusion avec les mencheviks du type de Tseretelli. La position de la *Pravda* de ces jours représente un côté véritablement scandaleux dans l'histoire du Parti et dans la biographie de Staline. Ses articles de mars qui constituent les conclusions « révolutionnaires » de ses considérations dans la déportation, expliquent parfaitement pourquoi de l'époque de la guerre, pas une ligne des travaux de Staline n'a surgi jusqu'à présent.

Nous donnons ici le récit de Chliapnikov (*L'année dix-sept*, livre 2, 1925) sur le renversement qu'effectuèrent alors Staline et Kamenev, unis par une position commune.

« Le jour de la parution du premier numéro de la « Pravda » remaniée — le 15 mars — fut un jour de fête pour les défenseurs de la patrie. Tout le Palais Tauride, depuis les commerçants du comité de la Douma, jusqu'au cœur même de la démocratie révolutionnaire — le Comité Exécutif — était rempli d'une nouvelle : de la victoire des bolcheviks éclairés ayant le sens des nécessités, sur les extrémistes. Au comité exécutif même on nous croissait avec un sourire venimeux. Ce fut la première et la seule fois que la « Pravda » recueillit l'approbation même des mères des défenseurs patriotes de la tendance *Liber-Dan*. Lorsque ce numéro de la « Pravda » parvint aux usines, elle provoqua un étonnement complet chez les membres de notre parti et chez nos sympathisants, ainsi que la satisfaction ironique de nos adversaires. Le Comité de Pétersbourg, le bureau du C. C. et la rédaction de la « Pravda » reçurent des questions telles que : Que se passe-t-il, pourquoi notre journal quitte-t-il la ligne bolcheviste pour suivre la voie des défenseurs patriotes ? Mais le comité de Pétersbourg — ainsi que toute l'organisation — pris au dépourvu par ce tournant brusqué, se révolta et accusa le bureau du C. C. L'indignation était immense dans les rayons, et lorsque les prolétaires apprirent que les trois anciens dirigeants de la « Pravda », de retour de Sibérie, s'étaient emparés de la « Pravda », ils exigèrent leur exclusion du Parti ; (le troisième est l'ancien député Mouranov). »

A cela, il faut encore ajouter ce qui suit : a) l'exposé de Chliapnikov fut remanié en 1925 sous la pression de Staline et de Kamenev et atténué à l'extrême (à cette époque la « troïka » régnait encore) ; b) la presse officielle ne publia aucune rectification du récit de

Chliapnikov. Evidemment, comment pouvait-on rectifier, étant donné le numéro de la *Pravda* d'alors ?

XI. — Dans son discours à la conférence du Parti, Staline exprime sa position envers le problème du pouvoir révolutionnaire de la manière suivante (séance du 29 mars 1917) :

« En fait, le gouvernement provisoire assume le rôle de consolidateur des acquisitions du peuple révolutionnaire. Le soviet des députés ouvriers et soldats mobilise les forces, les contrôle, tandis que le Gouvernement Provisoire — bien qu'à contre-cœur et confusément — assume le rôle de consolidateur des acquisitions que le peuple a en fait déjà conquises. Une telle situation a bien ses côtés négatifs, mais aussi ses côtés positifs : pour le moment il n'est pas avantageux pour nous de forcer les événements, d'accélérer le processus qui consiste à repousser les couches bourgeoises qui, par la suite, se détacheront inévitablement de nous. »

Staline craint de « repousser la bourgeoisie » — caractéristique principale des mencheviks depuis 1904 :

« Dans la mesure où le Gouvernement Provisoire consolide les pas de la Révolution — dans cette mesure nous le soutenons ; mais dans la mesure où il est contre-révolutionnaire, le soutien du Gouvernement Provisoire est inadmissible. »

C'est exactement ainsi que parlait Dan. Qu'y a-t-il d'autre de nécessaire pour défendre le Gouvernement bourgeois en face des masses révolutionnaires ?

Les compte rendus disent ensuite :

« Le cam. Staline donne connaissance de la Résolution adoptée par le bureau du C. C. sur le Gouvernement Provisoire, mais il dit ne pas être tout à fait d'accord avec celle-ci ; il se joint plutôt à la Résolution du soviet des députés ouvriers et soldats de Krasnojarsk. »

Nous reproduisons les points essentiels de la Résolution de Krasnojarsk :

« Nous déclarons expressément que la volonté du peuple qui a réalisé ce bouleversement est la seule source de pouvoir et d'autorité du Gouvernement Provisoire qui doit au peuple une obéissance pleine et entière... A soutenir le Gouvernement Provisoire et son activité que dans la mesure où il poursuit la voie de la satisfaction des revendications de la classe ouvrière et de la paysannerie révolutionnaire dans la Révolution qui est en train de s'accomplir. »

Telle est la position de Staline dans la question du pouvoir.

XII. — Il est particulièrement nécessaire de souligner la date : le 29 mars. C'est ainsi que plus d'un mois après le début de la Révolution, Staline parle encore de Milioukov comme d'un allié. Le soviet conquis, le Gouvernement provisoire renforcé. Il est difficile de croire que ces paroles ont été prononcées par un rapporteur à une conférence bolcheviste de fin mars 1917. Même Martov n'aurait

pas posé la question ainsi. C'est la théorie de Dan dans son expression la plus vulgaire : l'abstraction de la Révolution démocratique, dans le cadre de laquelle les forces plutôt « modérées » et plutôt « décisives » agissent et se répartissent le travail : les uns font la conquête, les autres raffermissent. Néanmoins, le discours de Staline n'est pas un hasard. Il contient tout le schéma de la politique stanilienne en Chine dans les années 1924-1928.

Avec quelle indignation passionnée, sans aucune retenue, Lénine qui réussit à arriver encore à la dernière séance de cette Conférence, stigmatise cette position de Staline :

« Même nos bolcheviks, dit-il, manifestent de la confiance envers ce gouvernement. Ce n'est que l'atmosphère de la Révolution qui peut expliquer cela. C'est la destruction du socialisme. S'il en est ainsi, alors nos chemins ne sont pas les mêmes. Alors il vaut mieux que je reste en minorité. Un Liebknecht nous est plus cher que cent défenseurs de la patrie du type de Steklov et de Tchaidzé. Si vous sympathisez avec Liebknecht et ne tendez qu'un doigt (aux défenseurs de la patrie) — alors ce sera une trahison envers le socialisme. » (Conférence de mars du Parti, 1917. Séance du 4 avril. « Rapport du cam. Lénine », p. 44.)

Il ne faut pas oublier que le discours de Lénine, ainsi que l'ensemble des compte rendus, est caché jusqu'aujourd'hui au Parti.

XIII. — Comment Staline posait-il la question de la guerre ? Exactement comme la posait Kamenev. Il est nécessaire d'éveiller les ouvriers européens, et d'accomplir entre temps son devoir envers la « Révolution ». Mais comment peut-on réveiller les ouvriers européens ? Staline y répond dans l'article du 17 mars :

« ... nous indiquons déjà un des moyens les plus sérieux de le faire. Ce moyen consiste à forcer son propre gouvernement non seulement à s'exprimer contre tous projets de conquêtes..., mais aussi à formuler ouvertement la volonté du peuple russe de commencer sans retard les négociations sur la paix générale sur la base du renoncement complet à toute conquête des deux côtés, et du droit des nations à disposer d'elle-mêmes. »

C'est ainsi que le pacifisme des Milioukov-Goutchkov devait servir de moyen à réveiller le prolétariat européen.

Le 4 avril, lendemain de son arrivée, Lénine déclara avec indignation à la Conférence du Parti :

« La Pravda exige du GOUVERNEMENT que celui-ci renonce aux annexions. Exiger du gouvernement des capitalistes qu'il renonce aux annexions est une stupidité, une ironie insensée. » (Conférence de mars du Parti, 1917. Séance du 4 avril. « Rapport du cam. Lénine », p. 44.)

XIV. — Le 14 mars, le soviet mencheviste-socialiste-révolutionnaire lance un manifeste

contre la guerre adressé aux ouvriers de tous les pays. Le manifeste constituait un document hypocrite, pacifiste et mensonger, conçu dans l'esprit de la politique générale des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires⁴ qui invitaient les ouvriers des autres états à s'élever contre leur bourgeoisie, tout en s'attelant eux-mêmes au char des impérialistes de la Russie et de toute l'Entente.

Comment Staline apprécia-t-il ce manifeste?

« Avant tout il est hors de doute que le prochain mot d'ordre « A bas la guerre », est tout à fait inutilisable comme moyen pratique... Il est impossible de ne pas saluer l'appel lancé hier par les soviets des députés ouvriers et soldats, adressé aux peuples du monde entier, les invitant à forcer les propres gouvernements à mettre un terme à la lutte. Cet appel, s'il parvient jusqu'aux larges masses, ramènera sans aucun doute des centaines et des milliers d'ouvriers au mot d'ordre tombé en oubli : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ».

Comment Lénine apprécia-t-il l'appel des défenseurs de la patrie ? Dans le discours déjà cité du 4 avril il dit :

« L'appel du soviét des députés ouvriers et soldats ne contient pas une seule parole empreinte de conscience de classe. Ce ne sont rien que de phrases d'un bout à l'autre. (Conférence de mars du Parti, 1917. Séance du 4 avril, « Rapport du cam. Lénine », p. 45.)

Ces paroles étaient entièrement dirigées contre Staline. C'est aussi la raison pour laquelle on cache les compte rendus de la Conférence de mars du Parti.

XV. — Réalisant la politique des mencheviks de gauche envers le gouvernement provisoire et la guerre, Staline n'avait aucune raison de refuser l'unification avec les mencheviks. Nous reproduisons ici ce qu'il disait en 1917 sur cette question à la même Conférence de mars. Nous citons textuellement le compte rendu :

« L'ordre du jour porte la proposition de Tseretelli sur l'unification.

Staline : Nous devons y consentir. Il est nécessaire d'établir notre proposition sur la ligne de l'unification. L'unification est possible sur la base de Zimmerwald-Kienthal. »

Molotov lui-même, bien que pas très sûr de lui, exprime des doutes. Staline répond :

« On ne peut pas courir en avance et prévenir des divergences. Sans divergence d'opinion il n'y a pas de vie de Parti. A l'intérieur du Parti nous aplanirons ces petites divergences. » (Conférence de mars du Parti, séance du 1^{er} avril, p. 32.)

Ces quelques mots en disent plus long que des volumes entiers. Ils indiquent les perspectives de Staline pendant les années de guerre, et témoignent avec une exactitude juridique que le Zimmerwaldisme de Staline portait la même marque que celui de Tseretelli. Ici encore nous n'avons pas la moindre indication de cette idéologie implacable, ce

faux masque dont Staline s'est revêtu quelques années plus tard dans l'intérêt de la lutte d'appareil. Au contraire, menchevisme et bolchevisme sont pour Staline à la fin de l'année 1917 des nuances d'opinion, qui pourront s'habituer l'une à l'autre à l'intérieur d'un parti. Les divergences avec Tseretelli, Staline les nomme des « petites divergences d'opinions », qu'on pourra « vider » dans l'organisation unifiée. Nous voyons ici combien il sied à Staline d'accuser Trotsky de relations conciliatrices post-datées envers le menchevisme de gauche... en 1913.

XVI. — Avec une telle position Staline ne pouvait naturellement rien opposer de sérieux aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks au Comité Exécutif dans lequel il entra après son arrivée comme représentant du Parti. Les compte rendus ou la presse ne contiennent pas une seule proposition, déclaration ou protestation, dans laquelle Staline aurait opposé d'une manière tant soit peu précise le point de vue bolcheviste à l'attitude de laquais de la « démocratie révolutionnaire » en face de la bourgeoisie. Un des historiens de cette période, le semi-patriote sans-parti Soukhanov, auteur du manifeste mentionné ci-dessus aux ouvriers de tous les pays, dit dans ses « Notes sur la Révolution » :

« Parmi les bolcheviks et en plus de Kamenev, Staline parut encore au Comité Exécutif à ce moment... Pendant notre modeste activité au Comité Exécutif il fit — et pas seulement à moi — l'impression d'une tache grise, parfois misérablement terne et indifférente. En somme on ne peut rien dire de plus de lui. » (« Notes sur la Révolution », livre 2, p. 265-266).

XVII. — Lénine faisant enfin irruption de l'étranger, lance la foudre et le feu contre la Pravda « kautskyste » (expression de Lénine). Staline reste à l'écart. Pendant que Kamenev se défend, Staline garde le silence. Peu à peu il s'engage sur la nouvelle voie officielle posée par Lénine. Cependant nous ne trouvons pas chez lui une seule pensée indépendante, pas une seule généralisation à laquelle on pourrait s'arrêter. Quand l'occasion s'en présente, Staline se place entre Kamenev et Lénine. Par exemple, quatre jours avant le bouleversement d'octobre, lorsque Lénine demanda l'exclusion de Zinoviev et de Kamenev, Staline déclara, dans la Pravda, qu'il n'apercevait pas de divergences de principe. (Voir dans le même numéro l'article : « L'anguille dans le sac ».)

XVIII. — Dans la période des pourparlers de Brest-Litovsk, Staline ne prit aucune position indépendante. Il hésite, attend et se tait. Le dernier mois il vota pour la proposition de Lénine. La position confuse et impuissante de Staline dans cette période est caractérisée suffisamment, bien que d'une manière insuffisamment claire, dans les compte rendus du C. C. élaborés officiellement. (Voir « L'anguille dans le sac ».)

XIX. — Pendant la période de la guerre civile, Staline fut un adversaire des principes posés à la base de la fondation de l'Armée Rouge et animait derrière la coulisse une opposition dite « Opposition militaire » contre Lénine et Trotsky. Des faits se rapportant à cela sont en partie exposés dans l'autobiographie de Trotsky (Deuxième volume, p. 167. « L'opposition militaire ». Voir aussi l'article « Marxisme », n° 12-13 du *Bulletin de l'Opposition*, p. 36.)

XX. — En 1922, pendant la maladie de Lénine et les vacances de Trotsky, Staline influencé par Sokolnikov, fit adopter au C. C. une décision qui minait le monopole du commerce extérieur. Grâce à l'intervention énergique de Lénine et de Trotsky, cette décision fut abrogée. (Voir la « Lettre à l'Institut historique du Parti » de Trotsky.)

XXI. — Dans la question nationale, Staline prend la position que Lénine accuse de tendances bureaucratiques et chauvines. Staline de son côté accuse Lénine de libéralisme national. (Voir, Trotsky : « Lettre à l'Institut historique ».)

XXII. — Quelle fut l'attitude de Staline dans la question de la Révolution allemande de 1923 ? Ici, il dut de nouveau, comme en mars 1917, s'orienter tout seul dans une question de large envergure : Lénine était malade, contre Trotsky on menait la lutte. Voici ce que Staline écrivit à Zinoviev et à Boukharine, en août 1923, sur la situation en Allemagne :

« Les communistes doivent-ils tendre à la prise du pouvoir (au moment donné) sans les social-démocrates, sont-ils déjà assez mûrs pour cela ? Voilà, selon moi, en quoi consiste la question. En prenant le pouvoir nous avions en Russie des réserves telles que : a) la paix, b) la terre aux paysans, c) l'appui de l'immense majorité de la classe ouvrière, d) la sympathie de la classe paysanne. En ce moment, les communistes allemands n'ont rien de semblable. Sans doute, ils ont comme voisins l'Etat soviétique que nous n'avions pas, mais que pouvons-nous leur donner en ce moment ? Si en ce moment le pouvoir tombe pour ainsi dire, et que les communistes s'en emparent, alors ils échoueront par une défaite. Cela au « meilleur des cas ». Mais au pire des cas, ils seront broyés en mille miettes et rejetés en arrière. La question n'est pas que Brandler veut « éduquer les masses », mais que la bourgeoisie plus la social-démocratie de droite transformeraient très certainement la démonstration d'éducation en lutte décisive (pour l'instant ils ont pour cela presque toutes les chances), et les détruiraient. Certes, les fascistes ne dorment pas, mais pour nous il serait plus favorable que les fascistes attaquent d'abord : cela grouperait toute la classe ouvrière autour des communistes (l'Allemagne n'est pas la Bulgarie). En outre, selon toutes les nouvelles les fascistes sont faibles en Alle-

magne. A notre avis il faut retenir les Allemands et non les pousser en avant. »

C'est ainsi que, selon le calcul de Staline en août 1923, lorsque la Révolution allemande frappait à toutes les portes, il fallait retenir Brandler et non le pousser en avant. La responsabilité d'avoir laissé passer la situation révolutionnaire en Allemagne retombe essentiellement sur Staline. Il soutenait et encourageait en Allemagne les indécis, les sceptiques et les hésitants. Ce n'est pas par hasard que dans une question d'importance historique mondiale il prit une position opportuniste : la nature de sa politique n'était que la suite de celle qu'il avait réalisée en Russie en mars 1917.

XXIII. — Après la destruction de la situation révolutionnaire, par suite de la passivité et de l'indécision, Staline défendit encore longtemps, se défendant par là lui-même, le C. C. de Brandler contre Trotsky. Pour cela il invoqua naturellement les « particularités ». Le 17 décembre 1924 — un an après l'effondrement en Allemagne — Staline écrivit :

« Ces particularités ne doivent pas être oubliées une seule minute. Il faut surtout les rappeler lorsqu'on analyse les événements allemands de l'automne 1923. Il faut surtout les rappeler au cam. Trotsky, qui a fait une analogie complète entre la Révolution d'octobre et la révolution en Allemagne et qui flétrit sans cesse le P. C. allemand. » (Questions du Léninisme, éd. 1928, p. 171.)

C'est ainsi qu'à cette époque Trotsky fut accusé de « flétrir » le Brandlérisme et non de le protéger. Cela montre clairement à quel point Staline avec son Molotov est apte à combattre les droitiers en Allemagne.

XXIV. — L'année 1924 — c'est l'année du grand tournant. Au printemps de cette année, Staline répète encore l'ancienne formule de l'impossibilité de la construction du socialisme dans un seul pays, surtout dans un pays arriéré. En automne de la même année, Staline rompt avec Marx et avec Lénine dans la question essentielle de la révolution prolétarienne et établit sa « théorie » du socialisme dans un seul pays. Soit dit en passant : nulle part Staline n'a développé ou exposé cette théorie sous une forme déterminée. Toute la motivation consiste en deux citations de Lénine faussement interprétées au point de vue scientifique. Staline a répondu à une seule répartition. La théorie du socialisme dans un seul pays a une motivation administrative mais non pas théorique.

XXV. — Dans la même année Staline créa la théorie des partis ouvriers-paysans « bipartites » pour les pays orientaux. Cela constitue la rupture avec le marxisme et avec toute l'histoire du bolchevisme dans la question fondamentale du caractère de classe du parti. Même l'I. C. se vit forcée, en 1928, de s'écarter de cette théorie qui détruisit pour longtemps les partis de l'Orient. Mais aujourd'hui

encore ces révélations figurent encore dans les *Questions du léninisme* de Staline.

XXVI. — Dans la même année, Staline décide la subordination du Communisme chinois au Kuomintang bourgeois, donnant celui-ci finalement pour le « Parti ouvrier-paysan » selon le modèle qu'il s'était forgé.

Au moyen de l'autorité de l'I. C. on fait des ouvriers et des paysans les esclaves politiques de la bourgeoisie. Staline organise en Chine la « répartition du travail » que Lénine l'avait empêché d'organiser en Russie en 1917 : les ouvriers et les paysans chinois « font la conquête — Tchong-Kaï-Chek « consolide ».

La politique de Staline fut la cause directe et immédiate de la destruction de la révolution chinoise.

XXVII. — La position de Staline — ses zigzags — dans les questions de l'économie soviétique, sont encore trop frais dans la mémoire de nos lecteurs, c'est pourquoi nous ne nous y arrêterons pas ici.

XXVIII. — Pour finir, nous rappelons seulement encore le *Testament* de Lénine. Il ne s'agit pas d'un article ou d'un discours polémique, où à juste raison on peut supposer

des exagérations inévitables résultant du feu de la lutte. Non, dans le *Testament*, pesant tranquillement chaque parole, Lénine donne son dernier conseil au parti, évaluant chacun de ses collaborateurs d'après l'expérience d'ensemble résultant de son travail avec lui. Que dit-il de Staline ? 1° Grossier. 2° Déloyal. 3° Tendant à « abuser du pouvoir ». Conséquence : le destituer du poste de secrétaire général.

Quelques semaines plus tard Lénine dicta encore une courte lettre à Staline, dans laquelle il déclara « la rupture de toute relation personnelle et de camarade avec lui ». Ce fut là une des dernières manifestations de la volonté de Lénine. Tous ces faits sont notés dans les compte rendus du plénum de juillet du C. C. de 1927.

Voilà quelques caractéristiques de la biographie politique de Staline. Elles donnent un tableau suffisamment complet dans lequel l'énergie, la volonté et la décision s'unissent à l'empirisme, le manque de clairvoyance, le penchant organique vers les décisions opportunistes dans les grandes questions, la grossièreté personnelle, la déloyauté et la disposition à abuser du pouvoir pour opprimer le Parti.



Le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste

JUILLET (1921)

Thèses sur la tactique

(Le début est paru dans le numéro précédent)

Celui qui s'oppose en principe à la politique de l'offensive contre la société capitaliste viole les directives du communisme.

Ces conditions consistent premièrement dans l'exaspération des combats dans le camp de la bourgeoisie elle-même, dans le cadre national et international. Si les luttes intestines au sein de la bourgeoisie ont pris une proportion telle qu'on peut prévoir que la classe ouvrière aura affaire à des forces adverses fractionnées et coupées, le Parti doit prendre l'initiative, après une minutieuse préparation dans le domaine politique et si possible dans celui de l'organisation intérieure, de conduire les masses au combat.

La deuxième condition pour des sorties, des attaques offensives sur un large front, c'est la grande fermentation existant dans les catégories déterminantes de la classe ouvrière, fermentation qui permet de prévoir que la classe ouvrière sera prête à lutter sur tout le front contre le gouvernement capitaliste. S'il est indispensable, lorsque le mouvement s'accroît en étendue, d'accentuer les mots d'ordre du combat, c'est également un devoir pour les directeurs communistes du combat, au cas où le mouvement prendrait une allure rétrograde, de retirer de la bataille les masses combattantes avec le maximum d'ordre et de cohésion.

La question de savoir si le Parti Communiste doit employer l'offensive ou la défensive dépend des circonstances concrètes. L'essentiel est qu'il soit pénétré d'un esprit combatif, qu'il triomphe de cette passivité centriste, qui fait nécessairement échouer même la propagande du parti dans la routine semi-réformiste. Cette disposition constante au combat, doit constituer la caractéristique des grands partis communistes, non seulement parce que sur eux, en tant que partis de masses, repose la charge du combat, mais encore en raison de l'ensemble de la situation actuelle : désagrégation du capitalisme et paupérisation croissante des masses. Il faut réduire cette période de désagrégation, si l'on ne veut pas que toutes les bases matérielles du communisme soient anéanties et que toute l'énergie des masses ouvrières soit détruite, pendant cette période.

7. Les enseignements de l'action de mars.

L'action de mars fut une lutte imposée au Parti Communiste Unifié l'Allemagne par l'attaque du gouvernement contre le prolétariat de l'Allemagne centrale.

Au cours de ce premier grand combat que le Parti Communiste Unifié eut à soutenir après sa formation, il commit une série de fautes dont la principale con-

sista en ce que, au lieu de faire clairement ressortir le caractère défensif de cette lutte, — par son cri d'offensive il fournit aux ennemis sans scrupules du prolétariat, à la bourgeoisie, au parti social-démocrate et au parti indépendant un prétexte pour dénoncer le parti unifié au prolétariat comme un fauteur de putsch. Cette faute fut encore exagérée par un certain nombre de camarades du parti, représentant l'offensive comme la méthode essentielle de lutte du Parti Communiste Unifié d'Allemagne dans la situation actuelle. Les organes officiels du parti, comme son président, le camarade Brandler, se sont déjà élevés contre ces fautes.

Le III^e Congrès de l'Internationale Communiste considère l'action de mars du Parti Communiste Unifié d'Allemagne comme un pas en avant. Le Congrès est d'avis que le parti communiste unifié sera d'autant plus en mesure d'exécuter avec succès ses actions de masses qu'il saura mieux adapter à l'avenir ses mots d'ordre de combat à la situation réelle, qu'il étudiera plus soigneusement cette situation et qu'il agira avec plus d'unité.

Le Parti Communiste Unifié d'Allemagne, dans l'intérêt d'une appréciation minutieuse des possibilités de lutte devra prendre attentivement en considération les faits et les réflexions et peser soigneusement le bien-fondé des opinions qui indiquent les difficultés de l'action. Mais dès l'instant où une action a été décidée par les autorités du parti, tous les camarades doivent se soumettre aux décisions du parti et exécuter ces actions. La critique de ces actions ne peut commencer qu'après qu'elles sont terminées et elle ne doit être exercée qu'à l'intérieur du parti et de ses organes et en prenant en considération la situation dans laquelle se trouve le parti par rapport à l'ennemi de classe.

Du fait que Lévi a méconnu ces exigences évidentes de la discipline et les conditions posées à la critique du parti, le Congrès approuve son exclusion du parti et considère comme inadmissible toute collaboration politique des membres de l'Internationale Communiste avec lui.

8. Forme et méthodes du combat direct.

Les formes et méthodes du combat, ses proportions, de même que la question de l'offensive ou de la défensive, dépendent de certaines conditions que l'on ne saurait arbitrairement créer. Les expériences précédentes de la révolution ont montré différentes formes d'actions partielles :

1) Actions partielles de couches isolées du prolé-

tarier, action des mineurs, des cheminots, etc. en Allemagne, en Angleterre, des ouvriers agricoles, etc...).

2) Actions partielles de l'ensemble des ouvriers pour des buts limités (l'action pendant les journées de Kapp, l'action des mineurs anglais contre l'intervention militaire du gouvernement anglais pendant la guerre russo-polonaise).

Au point de vue territorial, ces luttes partielles peuvent embrasser des régions isolées, des pays entiers ou plusieurs pays à la fois.

L'action de mars fut une lutte héroïque menée par des centaines de milliers de prolétaires contre la bourgeoisie. Et en se mettant vigoureusement à la tête de la défense des ouvriers de l'Allemagne, Centrale, le Parti Communiste Unifié d'Allemagne prouve qu'il est réellement le parti du prolétariat révolutionnaire allemand.

Toutes ces formes de combat sont destinées au cours de la révolution dans chaque pays à se succéder les unes aux autres à plusieurs reprises. Le parti communiste ne peut évidemment pas se refuser à des actions partielles territorialement limitées, mais ses efforts doivent tendre à transformer tout combat local plus important en une lutte générale du prolétariat. De même qu'il a le devoir, pour défendre les ouvriers combattants d'une branche d'industrie, d'appeler à la rescousse, si possible la classe ouvrière tout entière, de même il est obligé, pour défendre les ouvriers combattant sur un point donné, de mettre sur pied, autant que possible, les ouvriers des autres centres industriels. L'expérience de la révolution montre que plus le champ de bataille est grand, et plus grandes sont les perspectives de victoire. La bourgeoisie dans sa lutte contre la révolution mondiale qui se développe, s'appuie d'une part sur les organisations de gardes-blancs, d'autre part sur l'émiettement effectif de la classe ouvrière, sur la lenteur réelle à se former du front prolétarien. Plus grandes sont les masses du prolétariat qui entrent en lice, plus grand est le champ de bataille — et plus l'ennemi devra diviser et disséminer ses forces. Même si les autres parties de la classe ouvrière accourant au secours d'une partie du prolétariat en mauvaise posture ne sont pas capables pour le moment d'engager tout l'ensemble de leurs forces pour la soutenir, leur seule intervention oblige les capitalistes à diviser leurs forces militaires, car ils ne peuvent pas savoir quelle étendue et quel mordant prendra la participation au combat du reste du prolétariat.

Au cours de l'année passée, pendant laquelle nous remarquons une offensive de plus en plus arrogante du capital contre le travail, nous voyons en même temps dans tous les pays la bourgeoisie, non contente du travail, de ses organes politiques, créer des organisations de gardes-blancs, légales ou semi-légales, mais toujours sous la protection de l'Etat et qui jouent un rôle déterminant dans tout grand choc économique et politique.

En Allemagne c'est l'Orgesch, soutenue par le gouvernement et comprenant les partis de toutes nuances depuis Stinnes jusqu'à Scheidemann.

En Italie se sont les fascistes, dont les prouesses héroïques de bandits ont modifié l'état d'esprit de la bourgeoisie et crée l'illusion d'une transformation complète du rapport entre les forces politiques.

En Angleterre, le gouvernement de Lloyd George, pour s'opposer au danger gréviste, s'adressa aux volontaires, dont la tâche consiste à « protéger la pro-

priété et la liberté du travail », tantôt par le remplacement des grévistes et tantôt par la destruction de leurs organisations.

En France le journal semi-officiel « Le Temps », inspiré par la clique Millerand, mène une propagande énergique en faveur du développement des « ligues civiques » déjà existantes et de l'implantation des méthodes fascistes sur le sol français.

Les organisations de briseurs de grèves et d'assassins qui ont de tout temps complété le régime de liberté américaine ont eu un organe dirigeant sous la forme de la Légion Américaine qui subsiste après la guerre.

La bourgeoisie qui compte sur sa force et qui se vante de sa solidité sait parfaitement, dans la personne de ses gouvernants, qu'elle n'obtient ainsi qu'un moment de répit et que dans les conditions actuelles toute grande grève a tendance à se transformer en guerre civile et en lutte immédiate pour le pouvoir.

Dans la lutte du prolétariat contre l'offensive du capital, c'est le devoir des communistes non seulement de prendre les premières places et d'instruire les combattants à comprendre les buts essentiels à réaliser par la révolution, mais encore de s'appuyer sur les éléments les meilleurs et les plus actifs dans les entreprises et les syndicats pour créer leur propre troupe ouvrière et leurs propres organisations de combat pour opposer résistance aux fascistes et faire perdre à la jeunesse dorée de la bourgeoisie l'habitude d'insulter les grévistes.

En raison de l'importance exceptionnelle des troupes d'attaque contre-révolutionnaires, le parti communiste, les noyaux communistes dans les syndicats, doivent attacher la plus grande attention à la question du service de liaison et d'instruction, de la surveillance constante à exercer sur les organes de lutte, sur les forces des gardes-blancs, Etats-majors, ses dépôts d'armes, la liaison de ses cadres avec la police, avec la presse et les partis politiques, et de la préparation préalable de toutes les particularités nécessaires de la défense et de la contre-attaque.

Le parti communiste doit de cette façon inculquer aux plus larges couches du prolétariat, par le fait et par la parole, l'idée que tout conflit économique ou politique peut, en cas d'un concours favorable de circonstances, se transformer en guerre civile, au cours de laquelle ce sera la tâche du prolétariat de s'emparer du pouvoir politique.

Le Parti Communiste, en présence des actes de terreur blanche et de la rage de l'ignoble caricature de justice des bancs, doit maintenir constamment dans le prolétariat cette idée qu'il ne doit pas, au moment du soulèvement, se laisser tromper par les appels de l'adversaire à la douceur, mais, au contraire, par des actes de juridiction populaire organisée, fournir une expression à la justice prolétarienne et régler ses comptes avec les bourreaux de sa classe. Mais dans les moments où le prolétariat n'est encore qu'au début de la tâche, quand il s'agit encore de le mobiliser par l'agitation, par les campagnes politiques, par les grèves, l'usage des armes et les actes de sabotage ne sont utiles que lorsqu'ils servent à empêcher des transports de troupes contre les masses prolétariennes combattantes ou à arracher à l'adversaire une position importante dans la lutte directe. Des actes de terrorisme individuel, quoiqu'ils doivent être grandement appréciés comme preuve, comme symptôme de l'efferves-

cence révolutionnaire, et si défendable qu'ils soient en regard de la loi de lynch de la bourgeoisie et de ses laquais social-démocrates, ne sont cependant susceptibles en aucune façon d'élever le degré d'organisation et les dispositions combatives du prolétariat, car ils éveillent dans les masses l'illusion que des actes héroïques isolés peuvent suppléer à la lutte révolutionnaire du prolétariat.

9. *L'attitude à l'égard des couches moyennes et du prolétariat.*

En Europe Occidentale il n'y a aucune autre grande classe qui, en dehors du prolétariat, puisse être un facteur déterminant de la révolution mondiale, comme ce fut le cas en Russie, où la classe paysanne était destinée d'avance, grâce à la guerre et au manque de terre, à être un facteur décisif dans le combat révolutionnaire, à côté de la classe ouvrière.

Mais en Europe Occidentale il y a des parties des paysans, de grandes fractions de la petite bourgeoisie urbaine, une large couche de ce nouveau Tiers-Etat, comprenant les employés, etc... qui sont placées dans des conditions d'existence de plus en plus intolérables. Sous la pression du renchérissement de la vie, de la crise du logement, de l'incertitude de leur situation, ces masses entrent dans une fermentation qui les fait sortir de leur inactivité politique et les entraîne dans le combat entre la révolution et la contre-révolution. La banqueroute de l'impérialisme dans les Etats vaincus, la banqueroute du pacifisme et des tendances social-réformistes dans le camp de la contre-révolution déclarée dans les pays victorieux, poussent une partie de ces couches moyennes dans celui de la révolution. Le Parti Communiste doit accorder à ces couches son attention de tous les instants.

Conquérir le petit paysan aux idées du communisme, conquérir et organiser l'ouvrier agricole, voilà une des conditions préalables les plus essentielles pour la victoire de la dictature prolétarienne, car elle permet de transporter la révolution des centres industriels dans les campagnes et crée pour elle les points d'appui les plus importants pour résoudre la question du ravitaillement, qui est la question vitale de la révolution.

La conquête de cercles assez vastes d'employés du commerce et de l'industrie, de fonctionnaires inférieurs et moyens et d'intellectuels faciliterait à la dictature du prolétariat, pendant l'époque de transition entre le capitalisme et le communisme, la solution des questions de technique, et d'organisation de l'industrie, d'administration économique et politique. Elle porterait le désarroi dans les rangs de l'ennemi et ferait cesser l'isolement du prolétariat dans l'opinion publique.

Les Partis communistes doivent surveiller de la manière la plus attentive la fermentation des couches petites-bourgeoises ; ils doivent utiliser ces couches de la manière la plus appropriée, même si elles ne sont pas encore affranchies des illusions petites-bourgeoises. Ils doivent incorporer les fractions des intellectuels et des employés affranchis de ces illusions au front prolétarien et les faire servir à l'entraînement de masses petites-bourgeoises en fermentation.

La ruine économique et l'ébranlement des finances publiques qui en est résulté contraignent la bourgeoisie elle-même à livrer la base de son propre appareil gouvernemental, les fonctionnaires inférieurs et moyens, à une paupérisation croissante. Les mouve-

ments économiques qui se produisent dans ces couches atteignent directement la charpente de l'Etat bourgeois et même si celui-ci est raffermi chaque fois pour un temps, il lui sera non moins impossible d'assurer l'existence matérielle du prolétariat tout en maintenant son système d'exploitation. En prenant la défense des besoins économiques des fonctionnaires moyens et inférieurs avec toute leur force d'action et sans égards pour l'état des finances publiques, les partis communistes accomplissent le travail préliminaire efficace pour la destruction des institutions gouvernementales bourgeoises et préparent les éléments de l'édifice gouvernemental prolétarien.

10. *La coordination internationale de l'action.*

Pour que toutes les forces de l'Internationale Communiste puissent être mises en œuvre afin de rompre le front de la contre-révolution internationale, pour hâter la victoire de la révolution, il faut s'efforcer avec la dernière énergie de donner à la lutte révolutionnaire une direction internationale unique.

L'Internationale Communiste impose à tous les Partis Communistes le devoir de se prêter réciproquement au combat l'appui le plus énergique. Les luttes économiques qui se développent exigent partout où cela est possible, l'intervention du prolétariat des autres pays. Les communistes doivent agir dans les syndicats pour que ces derniers empêchent par tous les moyens non seulement l'introduction de briseurs de grèves, mais aussi boycottent l'exportation pour les pays dans lesquels une partie importante du prolétariat est en lutte. Dans les cas où les gouvernants capitalistes d'un pays prennent des mesures de violence contre un autre pays pour le piller ou le subjuguier, c'est le devoir des Partis Communistes de ne point se contenter de protestations, mais de faire tout pour empêcher l'expédition de brigandage de leur gouvernement.

Le III^e Congrès de l'Internationale Communiste félicite les Communistes français de leurs manifestations, comme d'un commencement d'accentuation de leur action contre le rôle contre-révolutionnaire rapace du capital français. Il leur rappelle leur devoir de travailler de toutes leurs forces pour que les soldats français des pays occupés apprennent à comprendre leur rôle de bourreaux au service du capital français et à se soulever contre la mission honteuse qui leur est attribuée. C'est la tâche du Parti Communiste français de faire entrer dans la conscience du peuple français qu'en tolérant la formation d'une armée d'occupation française imbuë d'esprit nationaliste il nourrit son propre ennemi. Dans les régions occupées des troupes sont exercées qui ensuite seront prêtes à noyer dans le sang le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière française. La présence des troupes noires sur le sol de la France et des régions occupées impose au parti communiste français des tâches particulières. Cette présence donne au Parti français la possibilité d'atteindre ces esclaves coloniaux, de leur expliquer qu'ils servent leurs exploiters et leurs bourreaux et de les inciter à la lutte contre le régime des colonisateurs, et de se mettre par leur intermédiaire en rapports avec les populations des colonies françaises.

Le Parti Communiste allemand doit par son action faire comprendre au prolétariat allemand qu'aucune lutte n'est possible contre son exploitation par le capital Ententiste sans renverser le gouvernement ca-

pitaliste allemand, qui, malgré ses criaileries contre l'Entente se constitue l'huissier et l'exécuteur du capital de l'Entente. Ce n'est qu'en prouvant par une lutte violente, et sans réserves contre le gouvernement allemand, qu'il ne cherche pas une issue pour l'impérialisme allemand en banqueroute, mais qu'il s'applique à déblayer le terrain des ruines de l'impérialisme allemand que le V. K. P. D. sera en état d'augmenter dans les masses prolétariennes de France la volonté de lutte contre l'impérialisme français.

L'Internationale Communiste, qui a dénoncé au prolétariat international les prétentions du capital de l'Entente aux réparations de guerre comme une campagne de pillage contre les masses laborieuses des pays vaincus, qui flétrit les tentatives des longuettistes et des indépendants allemands pour donner une certaine forme à ce pillage qui est pour le moins très douloureux pour les masses ouvrières, qui les flétrit comme une lâche capitulation devant les requins de la Bourse de l'Entente, l'Internationale Communiste montre en même temps au prolétariat français et allemand la seule voie menant à la reconstruction des régions détruites, à l'indemnisation des veuves et des orphelins, en invitant les prolétaires des deux pays à la lutte commune contre leurs exploiteurs.

La classe ouvrière allemande ne peut aider le prolétariat russe dans sa lutte difficile que si par sa lutte victorieuse elle hâte l'union de la Russie agricole avec l'Allemagne industrielle.

C'est le devoir des Partis Communistes de tous les pays dont les troupes participent à l'asservissement et au dépècement de la Turquie de mettre en œuvre tous les moyens pour révolutionner ces troupes.

Les Partis Communistes des pays balkaniques ont le devoir de tendre toutes les forces des masses qu'ils encadrent pour maîtriser le nationalisme par la création d'une confédération balkanique communiste, de ne rien omettre pour rapprocher le moment de leur victoire. Le triomphe des Partis Communistes en Bulgarie et en Serbie, qui amènera la chute de l'ignoble régime de Horthy et la liquidation de la féodalité des boyars roumains étendra dans la plupart des pays voisins développés la base agricole nécessaire à la révolution italienne.

Soutenir sans réserves la Russie des Soviets demeure comme précédemment le devoir dominant des communistes de tous les pays. Ils ne doivent pas seulement s'élever de la manière la plus énergique contre toute attaque contre la Russie Soviétique ; ils doivent encore s'employer avec toute leur énergie à supprimer les obstacles que les Etats capitalistes mettent au rapport de la Russie Soviétique avec le marché mondial et avec tous les peuples. Il faut que la Russie Soviétique réussisse à rétablir sa situation économique, à atténuer l'immense misère causée par trois ans de guerre impérialiste et trois ans de guerre civile, il faut qu'elle réussisse à relever la capacité de travail de ses masses populaires, pour qu'elle soit en état d'aider à l'avenir les Etats prolétariens victorieux de l'Occident en leur fournissant des vivres et des matières premières et de les protéger contre l'étranglement par le capital américain.

Ce n'est pas seulement en des manifestations à l'occasion d'événements particuliers, mais en un perfectionnement de la liaison internationale entre les communistes dans leur lutte commune constante sur un front ininterrompu que consiste le rôle en politique

universelle de l'Internationale Communiste. Sur quel secteur de ce front aura lieu la percée victorieuse du prolétariat, sera-ce dans l'Allemagne capitaliste avec son prolétariat soumis à une oppression extrême de la bourgeoisie allemande et ententiste et placé devant l'alternative de mourir ou de vaincre, sera-ce dans les pays agricoles du sud-est, ou bien en Italie, où la démolition de la bourgeoisie est si avancée, cela ne peut être dit à l'avance. C'est le devoir de l'Internationale Communiste d'intensifier à l'extrême l'effort sur tous les secteurs du front mondial du prolétariat et c'est le devoir des Partis Communistes de tout faire pour appuyer les luttes décisives de chaque section de l'Internationale Communiste de tous les moyens à leur disposition. Cette liaison doit se marquer avant tout en ceci que lorsqu'une grande crise commence dans un pays, dans les autres les Partis Communistes s'efforcent d'aiguiser et de faire déborder tous les conflits intérieurs.

II. L'écroulement des Internationales 2 et 2½.

La troisième année d'existence de l'Internationale Communiste a été témoin d'une chute plus complète des Partis Social-démocrates et des leaders syndicaux réformistes, qui ont été démasqués et mis à nu.

Mais cette année a vu aussi leur tentative pour se grouper en une organisation et pour prendre l'offensive contre l'Internationale Communiste.

En Angleterre les chefs du Labour Party et des trade-unions ont montré pendant la grève des mineurs que leur but ne consiste en rien d'autre qu'à bouleverser consciemment le front prolétarien en formation et à défendre consciemment les capitalistes contre les ouvriers. L'écroulement de la Triple-Alliance fournit la preuve que les leaders syndicaux réformistes ne sont même pas disposés à lutter pour l'amélioration du sort du prolétariat dans le cadre du capitalisme.

En Allemagne le Parti social-démocrate, sorti du gouvernement, a prouvé qu'il est incapable de mener même une opposition de propagande, telle que l'avait faite l'ancienne social-démocratie d'avant la guerre. A chaque geste d'opposition, ce Parti était préoccupé uniquement de ne déclencher aucun combat de la classe ouvrière. Bien que se trouvant soi-disant dans l'opposition dans le Reich, le Parti social-démocrate a organisé en Prusse l'expédition des gardes-blancs contre les mineurs de l'Allemagne centrale, afin de les provoquer à la lutte armée, ainsi qu'il l'a avoué lui-même, avant que les rangs communistes fussent en ordre pour le combat. Devant la capitulation de la bourgeoisie allemande devant l'Entente, devant ce fait évident que cette bourgeoisie ne saurait exécuter les conditions dictées par l'Entente qu'en rendant l'existence du prolétariat allemand complètement intolérable, la social-démocratie allemande est rentrée dans le gouvernement pour aider la bourgeoisie à transformer le prolétariat allemand en troupeau d'ilotes.

En Tchéco-Slovaquie, la social-démocratie mobilise l'armée et la police pour arracher aux ouvriers communistes la possession de leurs maisons et de leurs institutions.

Le Parti Socialiste Polonais aide par sa tactique mensongère Pilsudski à organiser son expédition de brigandage contre la Russie Soviétique. Il aide son gouvernement à jeter dans les prisons des milliers de communistes en cherchant à les chasser des syndicats,

où malgré toutes les persécutions ils réunissent autour d'eux des masses de plus en plus grandes.

Les social-démocrates belges restent dans un gouvernement qui prend part à la réduction complète en esclavage du peuple allemand.

Les partis et les groupes centristes de l'Internationale 2 1/2 ne se montrent pas moins hideux que les partis de la contre-révolution.

Les Indépendants d'Allemagne repoussent brutalement l'invitation du Parti Communiste à mener en commun la lutte contre l'aggravation du sort de la classe ouvrière, malgré les divergences de principe. Au cours des journées de mars, ils ont pris délibérément le parti du gouvernement des gardes-blancs contre les ouvriers de l'Allemagne centrale pour ensuite, après avoir aidé à la victoire de la terreur blanche, après avoir dénoncé à l'opinion publique bourgeoise les rangs avancés du prolétariat comme un prolétariat de voleurs et de brigands, se lamenter hypocritement sur cette même terreur blanche. Quoiqu'ayant pris l'engagement au Congrès de Halle de soutenir la Russie Soviétiste, les Indépendants mènent dans leur presse une campagne de calomnies contre la République des Soviets de Russie. Ils entrent dans les rangs de toute la contre-révolution russe avec Wrangel, Milioukov et Bourtsév, en soutenant le soulèvement de Cronstadt contre la République des Soviets, soulèvement qui manifeste les débuts d'une nouvelle tactique de la contre-révolution internationale à l'égard de la Russie Soviétiste : renverser le parti communiste de Russie, l'âme, le cœur, la colonne vertébrale et le système nerveux de la République Soviétiste, pour tuer cette dernière et n'avoir plus ensuite qu'à balayer son cadavre.

Aux côtés des Indépendants allemands, les Longuetistes français s'associent à cette campagne et se rallient ainsi publiquement à la contre-révolution française, qui comme on le sait a inauguré cette nouvelle tactique à l'égard de la Russie.

En Italie, la politique des groupes du centre, de Serrati et de d'Aragona, la politique de recul devant toute lutte a rempli la bourgeoisie d'un nouveau courage et lui a donné la possibilité, au moyen des bandes blanches des fascistes, de dominer toutes la vie de l'Italie.

Quoique les partis du centre et de la social-démocratie ne diffèrent entre eux que par des phrases, l'union des deux groupes en une Internationale unique n'est pas encore réalisée pour le moment.

Les partis centristes se sont unis en février en une association internationale séparée avec une plate-forme politique et des statuts spéciaux. Cette Internationale 2 1/2 essaie d'osciller sur le papier entre les deux mots d'ordre de la démocratie et de la dictature du prolétariat. En pratique elle n'aide pas seulement la classe capitaliste dans chaque pays en cultivant l'es-

prit d'indécision dans la classe ouvrière, mais encore et même en présence des ruines accumulées par la bourgeoisie internationale, en présence de la soumission d'une partie du monde à la volonté des Etats capitalistes victorieux de l'Entente, elle offre ses conseils à la bourgeoisie pour réaliser son plan de pillage sans déchaîner les forces révolutionnaires des masses populaires. L'Internationale 2 1/2 se distingue de la II Internationale uniquement en ce qu'elle joint, à la peur commune de la puissance du capital qui unit les réformistes avec les centristes, la peur de perdre, en formulant clairement sont point de vue, ce qui lui reste d'influence sur les masses encore indécises, mais de sentiment révolutionnaire. L'identité politique essentielle des réformistes et des centristes trouve son expression dans la défense qu'ils font en commun de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, ce dernier bastion de la bourgeoisie mondiale. En s'unissant, partout où ils possèdent de l'influence sur les syndicats, aux réformistes et à la bureaucratie syndicale pour combattre les communistes, en répondant aux tentatives pour révolutionner les syndicats, par l'exclusion des communistes et par la scission des syndicats, les centristes prouvent que, tout comme les social-démocrates, ils sont les adversaires décidés de la lutte du prolétariat et les aides de la contre-révolution.

L'Internationale Communiste doit, comme elle l'a fait jusqu'à présent, mener la lutte la plus décidée non seulement contre la II Internationale et contre l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, mais aussi contre l'Internationale 2 1/2. Ce n'est que par cette lutte sans merci, qui montre quotidiennement aux masses que les besoins les plus simples et les plus immédiats de la social-démocrates et les centristes, loin ouvrière, que l'Internationale Communiste peut enlever à ces agents de la bourgeoisie leur influence sur la classe ouvrière, d'avoir la moindre intention de lutter pour vaincre le capitalisme, n'ont pas même celle de lutter pour les classe.

Pour mener cette lutte jusqu'à la victoire, elle doit étouffer dans le germe toute tendance et tout accès centriste dans ses propres rangs et prouver par son action quotidienne qu'elle est l'Internationale de l'action communiste et non de la phrase et de la théorie communistes. L'Internationale Communiste est la seule organisation du prolétariat international susceptible, de par ses principes, de diriger la lutte contre le capitalisme. Elle doit si bien fortifier sa cohésion intérieure, sa direction internationale, son action, qu'elle puisse atteindre les buts qu'elle s'est proposée dans ses statuts : « l'organisation d'actions communes des prolétaires des différents pays qui poursuivent le but commun : renversement du capitalisme, établissement de la dictature du prolétariat et d'une République Soviétiste Internationale ».

Revue des livres

La Critique Sociale

Six numéros de cette revue ont paru en dix-huit mois. Elle s'intitule « revue des idées et des livres » ; mais c'est une incorection car la précision voudrait : revue des lectures de Souvarine et de son cénacle. En effet, à part quelques pages consacrées à des documents (de ou sur Marx, Engels, etc.) et aussi à part quelques courts articles de Souvarine soi-même ou de ses collaborateurs, la plus grosse partie de cette revue est un recueil de comptes rendus de livres. Lecture pas très intéressante qui n'incite guère à faire la critique de cet amas de critiques. Par contre, il n'est pas inutile de situer Souvarine pour le cas où il daignerait peut-être un jour mettre à la disposition des ouvriers le fruit de ses réflexions.

A chaque ligne de leur prose, Souvarine et son équipe fourrent le mot « dialectique ». Depuis Marx et Engels jusqu'à eux, tous ceux qui se sont revendiqués du marxisme ne furent que des épigones. Lénine y compris. Quand les gens de la *Critique Sociale* parlent de tout revoir, de tout réétudier, de tout repenser, ils n'expriment pas là d'une façon ridicule cet effort d'assimilation de l'expérience passée que doit s'imposer tout militant consciencieux ; ils se montrent tels qu'ils sont : quelques prétentieux pédants. Parler de Hegel, de Freud, des dernières théories scientifiques, paraître très instruit, très averti, prendre un ton méprisant pour la grande masse, voilà le plus clair de leur attitude. Par prudence, pas de conclusion. Sur la question capitale de la guerre, et de la position à prendre à son sujet, après avoir énuméré une liste de conflits comme il est facile de le faire quand on dispose d'un traité d'histoire assez complet, et quelques citations d'articles vieux de vingt ou trente ans, Souvarine, sans conclusion, prend une attitude des plus équivoques. Tout compte fait, la profondeur à laquelle aspire ce groupe se manifeste uniquement dans le domaine du creux.

La plupart de nos lecteurs ignorent certainement que Souvarine possède un groupement qui s'appelle « Cercle communiste démocratique » dont l'un des buts essentiels est de « rechercher activement les germes de renouvellement de la pensée et de l'action révolutionnaires ». Bien que ce cercle, dit « communiste démocratique » (pour employer le genre Souvarine) se revendique des quatre premiers Congrès de l'I. C., on ignore absolument les rapports qu'il a avec la *Critique Sociale*, rédigée par un de ses membres. Le « Cercle » a-t-il le contrôle de la *Critique Sociale*, ce que nécessiterait une application élémentaire de la démocratie communiste telle que la concevaient les premiers Congrès de l'I. C. ? On nous permettra pour le moins d'en douter. Mais ce n'est pas la seule façon dont Souvarine témoigne son oubli des principes communistes.

Souvarine prétend se placer au-dessus des Internationales, de la II et de la III. Comme chez la plupart de ceux qui ont adopté en paroles cette position, cela vise à dissimuler l'abandon du camp prolétarien, de

la lutte révolutionnaire. Au-dessus des deux Internationales ! Mais avec quelle sympathie la *Critique sociale* parle de Vandervelde, président de la deuxième Et d'Albert Thomas, donc. Dans une courte notice nécrologique, on affirme que seule son œuvre d'avant guerre compte ; sur sa position pendant la guerre, sur son rôle en Russie pendant la Révolution, pas un mot ; quant à son travail après la guerre, à Genève, c'est simplement un « domaine étranger au socialisme tel que nous (Souvarine) le comprenons ». Mais par contre quel langage pour les communistes. Souvarine qui cherche des « germes » de renouvellement de l'action révolutionnaire ignore les luttes nombreuses que des milliers d'opprimés mènent par le monde ; il ne se sent nullement solidaire de ceux qui tombent frappés. Ce sont surtout des communistes, et qu'a-t-il de commun avec un « troupeau d'inconscients », avec des « cerveaux étroits » et autres qualificatifs du même genre ? La municipalité socialiste de Zurich fait assassiner des travailleurs et ose, pour se couvrir, se servir des noms de Lénine et Trotsky ; Trotsky adresse aux prolétaires de cette ville une lettre stigmatisant les socialistes zurichois. Le compte rendu de Souvarine fait le silence sur le crime de la municipalité ; ses quelques lignes sont consacrées à une attaque contre Trotsky et la Révolution russe.

Les attaques de la *Critique Sociale* contre Trotsky sont particulièrement nombreuses ; Souvarine éprouve envers l'opposition de gauche une haine au moins aussi forte que celle qu'il manifeste contre la fraction staliniste. Ainsi, ce monsieur qui glousse d'indignation dès qu'il découvre une malhonnêteté chez un auteur ne se sent nullement embarrassé pour se livrer à ce même genre d'exercices envers l'Opposition de gauche. Trotsky n'a jamais prouvé que l'U.R.S.S. est un Etat prolétarien ; cette affirmation de Souvarine est un pur mensonge fait consciemment pour éviter de discuter les points de vue de l'Opposition de gauche. Il est à se demander avec quel instrument il recherche des « germes » du marxisme car il ne paraît pas avoir entendu parler de la théorie de la révolution permanente. Enfin ce défenseur des mencheviks condamnés en U.R.S.S. feint d'ignorer les milliers de bolcheviks-léninistes déportés : l'Opposition de gauche, c'est une invention de l'esprit de Trotsky. Souvarine reste fidèle à lui-même ; n'a-t-il pas, à l'époque, justifié l'assassinat de Blumkine ? Cette animosité peut sembler surprenante pour ceux qui se souviennent de l'attitude antérieure de Souvarine envers Trotsky. La vanité froissée l'explique. Il y a plus de trois ans, ayant vu le chemin sur lequel marchait Souvarine, Trotsky lui adressa la lettre suivante, marquant sa désertion en des termes avec lesquels nous concluons cette note :

Constantinople, le 3 juillet 1929.

Camarade Souvarine,

Votre grande lettre ou plutôt votre brochure m'apporte des précisions nécessaires. Je ne vois pas qu'il reste encore quelque chose des liens qui nous unissaient il y a quelques années. Si je vous réponds par cette lettre, ce n'est pas par pitié envers le passé, mais par la nécessité politique de dire que l'avenir nous oppose irrémédiablement.

Je ne trouve dans votre lettre presque aucune idée qui soit juste et basée sur la doctrine marxiste et les grands faits historiques. Je ne puis pas me détacher

de l'impression que c'est la plume d'un journaliste mécontent qui vous guide et vous insinue vos paradoxes. Ceux-ci d'ailleurs ne sont pas neufs. Je pourrais citer beaucoup de cas où la désertion révolutionnaire s'est ornée de formules analogues, sauf peut-être l'adresse journalistique et la richesse livresque.

Je n'ai ni la possibilité ni le désir d'analyser les chaînes compliquées de vos paradoxes et de vos sophismes. J'en détache un seul exemple, mais tout à fait suffisant parce qu'il s'agit de la question la plus importante.

Vous traitez le Parti et l'Internationale, l'Opposition y comprise, comme un cadavre. La grande faute de l'Opposition russe consiste, selon vous, dans son insistance à influencer le Parti et même à y être réintégrée. D'un autre côté, vous caractérisez l'économie soviétique capitalisme d'état, comme un grand pas en avant, et vous exigez que l'Opposition au lieu de s'intéresser au Parti glisse au service de ce capitalisme d'état.

Vous donnez par cela l'exemple d'une analyse qui part des mots et non des notions, pour n'aboutir qu'à des mots sans contenu.

Le capitalisme d'état — je prends votre formule — c'est-à-dire l'industrie et les transports nationalisés, gardent leur caractère « étatique » exclusivement par le Parti. L'appareil étatique et l'appareil des trusts eux-mêmes est composé de tendances centrifuges. Ce ne sera pas une exagération si je dis que les 9/10^e des éléments qui composent les appareils économiques seraient bien heureux de transformer les trusts en des entreprises plus ou moins indépendantes de l'état, pour

les transformer, dans une seconde étape, en des entreprises privées.

D'un autre côté, les syndicats, s'ils ne sont pas liés par le Parti, sont tout à fait disposés et inclinés à déclencher une lutte syndicale en dehors de toute considération étatique et de celle du plan quinquennal. A celui qui ne fait pas du journalisme superficiel mais manipule des réalités, jamais il ne pourrait venir l'idée de servir l'économie soviétique en ignorant le Parti et en dehors des moyens du Parti ou d'une fraction. Le capitalisme « étatique » vit et meurt avec le Parti. D'ailleurs la meilleure preuve consiste en cela que l'économie soviétique subit chaque jour l'influence de l'Opposition, réfractée et défigurée par l'appareil stalinien.

Votre idée qu'on peut servir la cause du prolétariat en dehors du Parti n'est pas même assez mûre pour pouvoir être nommée syndicaliste. Dans ce stade, elle ne signifie que la désertion de l'organisation marxiste. Pendant la contre-révolution, en Russie, et au commencement de la guerre impérialiste, on entendait souvent cette philosophie qui est le couronnement de votre lettre : « Il faut se taire et attendre ». Cela signifie toujours que l'on est en train de changer son fusil d'épaule.

Je suis sûr que demain vous ne vous taisez pas. Vous passerez de l'autre côté de la barricade. Théoriquement vous y êtes déjà.

On enregistre un homme à la mer et on passe à l'ordre du jour.

L. T.

Veillez noter notre nouvelle adresse : 23, rue des Vinaigriers, Paris (10^e)

Compte chèque postal : Naville - 133-80-Paris.

C'est par erreur que l'ancienne adresse a été imprimée sur la couverture.



Ouvrages de L. TROTSKY

COURS NOUVEAU (1923).....	3 »
VERS LE CAPITALISME OU VERS LE SOCIALISME (1925)	3 50
LES PROBLEMES DE LA REVOLUTION ALLEMANDE (1931)	1 50
ET MAINTENANT ? (1932).....	3 »
LA SEULE VOIE (1932).....	1 50
QU'EST-CE QUE LA REVOLUTION D'OCTOBRE? (1932) ...	0 50

QU'EST-CE QUE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE 1 »

Collections de LA LUTTE DE CLASSES :

Année 1930 (n^{os} 17 à 26)..... 30 »

Année 1931 (n^{os} 27 à 35)..... 20 »

Les années 1928 et 1929 sont épuisées.



En vente à la Vérité

11, Rue des Envierges, Paris (20^e)

Nous avons déjà réimprimé dans *La Lutte de Classes* les principaux documents du 1^{er} et 2^e congrès de l'Internationale Communiste. Dans ce numéro se trouve la thèse du 3^e congrès (1921). Dans les suivants nous réimprimerons la thèse sur le front unique ouvrier de décembre 1921, et les documents principaux du 4^e congrès 1932.

Cependant, sous peine de transformer notre revue en un recueil de documents, il nous était impossible de publier tous les documents issus de ces congrès. Ce que nous publions ne constitue qu'une petite partie des travaux élaborés par eux. Nous nous proposons, en réunissant en volume les documents déjà réimprimés dans la *Lutte des Classes*, de les compléter par la totalité des thèses, résolutions et documents divers issus des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste.

Ainsi sera remise à portée de la main de tous les militants la pensée vérifiable de l'internationalisme prolétarien, l'expérience théorique, stratégique et tactique irremplaçable élaboré par l'I. C. sous la direction immédiate de Lénine et de Trotsky.



Dès aujourd'hui, nous mettons en souscription le volume comprenant les

MANIFESTES, THÈSES ET RÉOLUTIONS

DES

I^e, II^e, III^e, IV^e, CONGRÈS MONDIAUX DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (1919-1922)

Le volume comprendra deux parties principales :

1^o *Manifestes, thèses et résolutions intéressant l'Internationale Communiste tout entière;*

2^o *Les principaux documents relatifs à l'action du Parti Communiste français dans l'Internationale Communiste.*



Ce volume comprendra approximativement 200 pages de texte serré sur 2 colonnes, ce qui équivaut à 500 ou 600 pages ordinaires d'un volume in-12^o.

Sa date de parution sera approximativement fin avril.

Chacun de nos camarades comprendra l'importance de cette publication et estimera à sa valeur l'instrument redoutable que constituent ces textes contre le centrisme, l'opportunisme et la social-démocratie.

Mais cette publication constitue une tâche très lourde. La mise de fond nécessaire est importante. C'est pourquoi nous mettons ce volume en souscription dès à présent, en demandant à tous nos amis de nous en envoyer le montant sans tarder.

LE VOLUME EST MIS EN SOUSCRIPTION AU PRIX DE 15 FRANCS. Son prix de vente est de 20 francs.

Les camarades souscripteurs recevront le volume dès sa parution.

Et pour commencer, que chacun de nos lecteurs remplisse le bulletin de souscription ci-dessous et nous l'adresse sans tarder.

Nom

Adresse

déclare souscrire à exemplaire des *Manifestes, thèses et résolutions*
des 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e congrès mondiaux de l'Internationale Communiste, au prix
de 15 francs (par mandat-carte, etc.).

Le volume devra m'être adressé franco de port dès sa parution.

, le

1933.

Signature :

A adresser à l'Administration de *La Lutte de Classes*, 23, rue des Vinaigriers,
Paris (10^e).